

Accompagnement des groupements paysans en milieu rural. Analyse des expériences du CEFADES

Florent Kambasu KASULA¹

Résumé

Depuis sa création, en 1995, le Centre de formation et d'animation pour un développement solidaire, CEFADES en sigle, accompagne des groupements paysans en milieu rural de Beni-Butembo. Cet article s'efforce d'esquisser une sorte de méthodologie mise en place par cette organisation, l'accent étant mis sur la formation, l'animation et l'accompagnement des activités agricoles. Il analyse ou mieux interprète certaines de ses stratégies d'intervention comme des approches du développement solidaire. Centre de rayonnement de l'Université Catholique du Graben, il s'assigne comme objectif capital d'assurer un pont entre le monde universitaire et le monde paysan en vue d'assurer un véritable « croisement des savoirs villageois et universitaires ». En d'autres termes, cette méthodologie consiste à adapter le savoir universitaire aux besoins de la paysannerie à travers des innovations agricoles en milieu rural.

Mots clés : *Accompagnement, groupements paysans, approche territoriale, approche par filière, CEFADES*

Abstract

Since its creation in 1995, the CEFADES (Centre de formation et d'animation pour un développement solidaire), has been working with peasant groups in Beni-Butembo rural area. This article attempts to outline some kinds of methodology implemented by this organization, with emphasis on training, facilitation and accompaniment of agricultural activities. It analyzes or interprets some of its intervention strategies as approaches of joint development. As an influence center of the Université Catholique du Graben, it has as main objective to ensure a bridge between the academic world and the peasant one in order to ensure a true "crossing of village and university knowledge". In other words, this methodology consists of adapting university knowledge to the needs of the peasantry through agricultural innovations in rural areas.

Key words: *Accompaniment, peasant groups, territorial approach, sectoral approach, CEFADES*

¹ Détenteur d'un diplôme d'études approfondies en Économie, Florent Kambasu Kasula est chercheur et enseignant - chef de travaux à la Faculté des sciences économiques et gestion de l'université catholique du Graben, Butembo, en République démocratique du Congo. Mail : florentkasula@gmail.com, Tél. : 00 243 998384568.

Introduction

Dans son fonctionnement, le CEFADES² a toujours rêvé d'un outil scientifique et objectif en termes d'ouvrage et/ou d'article qui retrace en quelques pages ses expériences dans l'accompagnement des groupements paysans. Il ne s'agit pas de recopier des rapports d'activités mais d'analyser théoriquement et objectivement la manière dont procède ce centre comme acteur de développement en milieu rural. C'est dans cette optique que cette étude porte une attention particulière à la capitalisation des expériences du CEFADES dans l'accompagnement des groupements paysans en milieu rural. Encore faut-il retenir que la capitalisation diffère très largement d'une évaluation.

« La capitalisation est un processus d'acquisition, de collecte, d'organisation et d'analyse de l'information relative à une expérience donnée, en vue d'en tirer des leçons et de les partager en utilisant des supports adaptés » (Awa Faly BA, 2007 : 9).

En d'autres termes, loin de se concentrer sur le « pourquoi » des actions, le raisonnement se focalise sur le « comment » des actions. Il s'agit de s'atteler sur les pratiques et les savoir-faire ayant été mobilisés par les différents acteurs en essayant de formaliser les différents savoirs empiriques qui sont souvent diffus. Le champ d'étude reste la zone d'intervention du CEFADES qui est essentiellement en milieu rural des territoires de Beni et Lubero.

Dans tous les pays du monde, la dynamique paysanne n'est pas un phénomène récent ; elle est aussi vieille que le monde. Elle est une réalité toujours vivante et mouvante ; même si elle s'observe à des degrés différents dans l'espace et le temps. En effet, le mouvement paysan ou mieux les organisations paysannes constituent un vrai lieu d'expression des intérêts des paysans et un moteur non moins important du développement local. Cette dynamique rurale est indéniable et intéresse plusieurs acteurs internes et externes si bien que certains auteurs affirment que « *la fin des paysans n'est pas pour demain* » (Jean-François Gleizes, 2010) en parlant de l'agriculture qui doit être au cœur d'un avenir durable du monde. Cette affirmation vaut son pesant ; même si, quarante ans un peu plus tôt, en 1967, Henri Mendras (1967) avait déjà publié « *La Fin des paysans* » en faisant l'éloge des énergies fossiles. Pour Gleizes par contre, l'agriculture est une activité permanente des sociétés humaines. La question agricole doit devenir centrale au sein des

²Le CEFADES, Centre de développement et de rayonnement de l'Université Catholique du Graben (Butembo, RD Congo), est une association sans but lucratif reconnue comme centre de promotion sociale par l'Arrêté ministériel n° 207/CAB/MIN/AFF.SO./96 du 29 octobre 1996. Il a actuellement le statut d'une organisation non-gouvernementale de développement (ONGD). Son adresse : B.P. 29 Butembo (Nord-Kivu), P.O. Box 251 Kasese (Uganda) et son e-mail : cefadesucg@yahoo.fr. Il a obtenu sa personnalité juridique par l'Arrêté ministériel n° 060/CAB/MIN/J/2007

questions alimentaires, énergétiques, économiques et politiques. Car, des pans entiers de l'économie, écrit-il, sont apparus et ont disparu au fil de l'histoire. Mais chaque fois l'agriculture demeure (Gleizes, 2010 :11).

En milieu rural, les interventions de CEFADES sont centrées autour des activités agricoles. De nos jours, avec la complexité du champ d'action de ses différents projets, d'aucuns seraient coincés à ne pas découvrir facilement sa spécialité d'intervention. Mais de toutes les façons, ses différents programmes d'intervention tournent essentiellement autour d'un thème transversal, le volet « Agriculture ». Et, aux dires réguliers de l'abbé Malumalu, directeur honoraire et Président du conseil d'administration honoraire du CEFADES, lors des réunions de concertation et/ou de budgétisation, avant de s'engager dans d'autres programmes, il faut avoir en tête que « *nous sommes d'abord des agriculteurs...* »³ ; comme pour s'inscrire dans la logique de certains penseurs qui reconnaissent volontiers que « *Pas de pays sans paysans* »(Jacques Delors (préfacier), 2005). L'agriculture est donc une vocation à laquelle est appelé le CEFADES pour orienter ses actions tant en milieu rural qu'en milieu urbain et périurbain. Si les bénéficiaires de ses actions peuvent exercer d'autres types de métiers, ils sont essentiellement et principalement paysans et fils de paysans ou fils d'agriculteurs et, par ricochet, agriculteurs eux-mêmes. Par conséquent, le travail consiste alors à les stabiliser dans l'agriculture.

Dans plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne, la plupart de la population vit en milieu rural et donc de l'agriculture. L'activité agricole occupe presque plus de 80% de la population⁴. Secteur économique important, il est omniprésent et partout défini.

« Il contribue largement à l'économie nationale. En créant un nombre important d'emplois, sa relance constitue une stratégie de choix de lutte contre la pauvreté. » (Kambasu Kasula, 2010-2012 : 2)

Cette agriculture essentiellement familiale doit opérer un bond et entrer dans une logique de développement durable ; surtout que, dans quelques années, vers 2050, selon les projections scientifiques, elle devra nourrir plus de 9 milliards d'habitants, et en 2020, aux environs de 84 millions en République Démocratique du Congo. De ce fait, elle devrait faire la préoccupation de toutes les nations.

En effet, « *le monde a plus que jamais demain besoin d'une agriculture renouvelée, durable, pensant l'alimentaire, la santé, l'énergie, l'équilibre*

³ Il le disait régulièrement en langue vernaculaire nande « *Tulikwanzavalimi* ».

⁴Le secteur agricole, constitué essentiellement de l'agriculture de subsistance, ne parvient pas encore à assurer l'indépendance alimentaire du pays et à générer des revenus et d'emplois durables. Toutefois, l'agriculture emploie plus de 70 % de la population active et participe pour plus de 60 % à la création d'emplois mais, selon l'ANAPI, ce secteur ne représente plus qu'environ 35,63 % du PIB à partir de 2012. (<http://acpcongo.com/acp/la-contribution-du-secteur-agricole-au-pib-congolais-en-baisse-depuis-2009/>, consulté le 20 novembre 2014)

retrouvé de la nature, la qualité aussi des paysages et des sources. »
(Gleizes, 2010 : 10)

Ainsi, à la question de savoir quel est le rôle des paysans dans la société hier et aujourd'hui, Raymond Lacombe répond par une trilogie, à savoir, nourrir les hommes, partout dans le monde ; entretenir l'espace ; préserver les équilibres naturels (environnement, inondations) (Delors, 2005 : 330). Il ressort donc de cette réponse que parmi les principaux rôles de l'agriculture figurent la résorption de la faim (« *omuvinganzala* », en kinande, langue vernaculaire parlée à l'Est de la RDC) et la lutte contre la pauvreté (« *erilwa ok'ovunako* », en kinande). Et cela, dans un environnement où « ventre et vente » doivent être largement satisfaits pour qu'on parle d'un agriculteur professionnel en lieu et place d'un agriculteur amateur. Car, dans son métier noble, l'agriculteur doit produire non seulement pour les autres secteurs économiques et pour sa propre consommation, mais également pour vendre, c'est-à-dire pour accroître son revenu et satisfaire ses multiples besoins.

Le déclin de l'agriculture et du secteur rural peut aussi expliquer la forte augmentation de la pauvreté en milieu urbain. Lutter contre la pauvreté suppose ainsi l'amélioration de l'agriculture et par voie d'implication celle du monde rural et vice-versa. D'où une importance indéniable du monde rural. Cette idée est confirmée d'une certaine façon par Jacques Chirac, lorsqu'il affirme, en septembre 1999 :

« La ruralité correspond à une aspiration profonde de notre peuple. Pas seulement parce qu'il y trouve ses racines. La ruralité n'est pas une nostalgie ; elle n'est pas une valeur du passé inadaptée à notre époque. Elle est d'abord une éthique : l'homme ne vit pas sans la terre ; il vit avec la terre et se nourrit de la terre. La culture humaine et la culture de la terre sont en réalité indissociables. Nous sommes tous des paysans, au sens éthique du terme. L'éthique paysanne est le lien entre le passé, nos racines et notre histoire... Il n'y a pas de pays sans paysans. »

Il ressort de ce raisonnement que parmi les stratégies futures des Gouvernements d'atteindre les objectifs de croissance et de réduction de la pauvreté, la croissance agricole occupe une place de choix.

En effet, « *l'objectif d'une réduction significative de la pauvreté d'ici 2020 sera atteint sous une stratégie qui mettrait le secteur agricole sur une trajectoire de croissance continue par l'utilisation efficiente des ressources disponibles.* » (COMESA, RDC, UNION AFRICAINE, 5)

Cette idée est soutenue de façon plus explicite par le Gouvernement congolais lors de l'adoption de la Note de politique agricole.

« La lutte contre la pauvreté passe nécessairement par la relance du secteur agricole, auquel on reconnaît une capacité de création d'emplois qu'on ne retrouve pas dans les autres secteurs d'activités. En effet, il est

démontré qu'une augmentation de 10% de la production agricole peut se traduire par une diminution de 7% du nombre des personnes vivant sous le seuil de la pauvreté. » (RDC – MAPE, 2009 : v ; RDC – MINAGRI et MINIDER, 2010 : 24)

Les interventions des organisations qui appuient le secteur agricole s'inscrivent dans cette perspective. Pour le cas particulier du CEFADES, dans sa mission, la préoccupation majeure consiste à découvrir les stratégies mises en œuvre dans la professionnalisation des paysans autour de l'agriculture comme un métier de lutte contre la pauvreté :

« La professionnalisation suppose des changements profonds dans le statut du paysan: passage du stade de paysan à celui d'agriculteur ou d'exploitant agricole. » (Valantine Achancho, 2012 : 26)

En d'autres termes, quelles sont les principales approches utilisées pour accompagner les groupements paysans et leurs impacts au niveau du développement local ? Au regard de la démarche entreprise, le risque est grand de succomber dans la tentation de reproduire une synthèse des réalisations ou des rapports d'activités. Au contraire, il s'agit de présenter l'organisation à travers ses stratégies d'intervention, ses points forts qui font d'elle une organisation dont la mission s'inscrit dans la vocation de l'Université Catholique du Graben, « *une université du village, par le village et pour le village* » ; et dont l'objectif est d'assurer un pont entre le monde universitaire et le monde paysan en vue d'assurer un véritable « *croisement des savoirs villageois et universitaires* » (Amoukou Ibrahim et Jean-Marie Wautelet, 2007), qui consiste à « *consolider la relation entre recherche universitaire et opérations de développement en renforçant les synergies entre savoirs scientifiques et savoirs paysans.* » (Amoukou Ibrahim et Jean-Marie Wautelet, 2007 : 7)

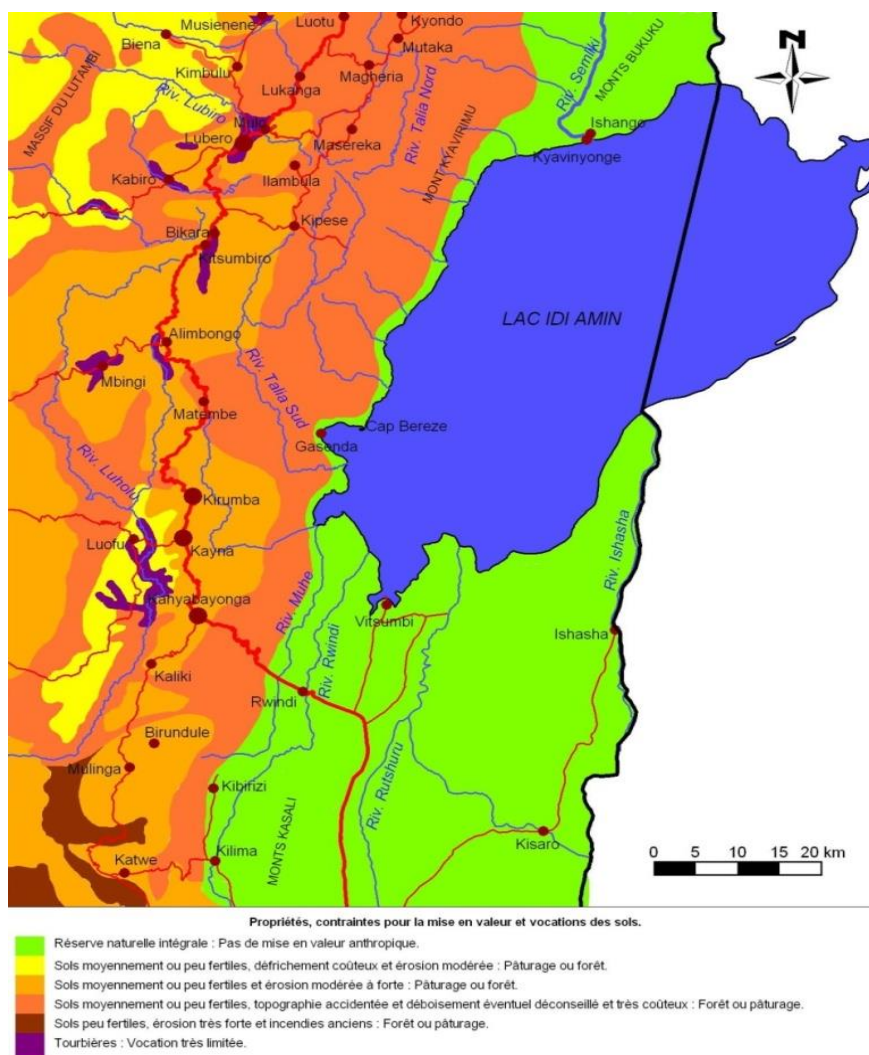
Pour traduire le rôle du CEFADES dans l'accompagnement du monde paysan, la démarche est tellement systémique et fonctionnaliste. Il s'agit d'appréhender le CEFADES comme un système où les différents éléments sont entrelacés avec les influences des uns sur les autres. De cette façon, l'analyse fonctionnelle permet de saisir le rôle de chacun de différents acteurs dans l'accompagnement paysan. De même, en partant de la vision du CEFADES, une approche du développement local paraît nécessaire en ce sens qu'elle permet d'analyser les effets réels des interventions du CEFADES sur le développement local. Elle permet de voir si ses activités de développement répondent aux besoins réels des acteurs locaux en termes d'impact sur leurs activités agricoles. C'est en d'autres termes, la satisfaction des acteurs du secteur paysan par rapport aux différents services offerts par ce centre de l'Université. Il n'est pas question de mener une enquête de terrain, mais au contraire de fournir une analyse de différents documents disponibles et de certains témoignages d'autres acteurs en s'appuyant sur une observation participative directe des faits et un suivi des initiatives de

structuration des organisations paysannes mises en place par le CEFADES de 2005 à 2013.

Analyse du vécu de l'organisation, cette remarque non moins capitale explique la précarité théorique et bibliographique dans la mesure où le cadre théorique sur les organisations paysannes n'a pas été assez exploité. En effet, l'organisation des paysans n'est pas un phénomène récent et beaucoup d'études, recherches et enquêtes y ont déjà été consacrées. Loin de reprendre ces recherches antérieures, « *il faut agir, les appuyer et travailler à les renforcer* », pourraient affirmer nombre de personnes engagées dans le développement et soucieuses de la promotion des organisations paysannes (Daouda Diagné et Denis Pesche, 1995 : 9). Ainsi, dans son articulation, cette étude va droit au but et traite directement des interventions du CEFADES à travers deux points majeurs. Le premier présente le CEFADES dans sa mission, sa vision et ses objectifs comme une institution dont la mission première est l'adaptation du savoir universitaire au monde paysan. Le second concrétise ce savoir à travers les différentes approches d'interventions en milieu rural dont l'approche territoriale, l'approche par filière, l'approche axée sur les besoins des producteurs et les innovations en milieu paysan. Ainsi donc, comme une capitalisation d'expériences, le premier point retrace de cette façon le contexte dans lequel intervient le CEFADES alors que le second présente et analyse les différentes expériences en y relevant dans la mesure du possible les différentes leçons apprises.

1. Le CEFADES : « un croisement des savoirs villageois et universitaires »

Dans sa finalité, le CEFADES vise essentiellement le développement solidaire qui se veut durable auprès de toute la communauté humaine de sa zone d'intervention. Si l'accent porte sur le développement solidaire, il faut retenir qu'il s'agit d'un renforcement de l'idée du moment qu'on ne peut pas concevoir le développement sans une dose de solidarité dans sa dimension du développement social, participatif et inclusif. C'est un développement dont « *l'action est menée par, pour et avec les intéressés eux-mêmes. Visant leur autopromotion, cela suppose, à sa racine, la motivation des populations dans l'optique de l'embellie des divers aspects du vécu humain et du relèvement du niveau et de la qualité de vie* » (Kakule Matumo, 2016 : 301). Ce développement se découvre à travers les mobiles de la création du CEFADES et ses objectifs, mais également par ses activités et même par sa structure basée sur l'économie sociale et solidaire. Un de ses atouts réside dans le fait qu'il est en rapport et en relation directe avec le monde universitaire et le monde paysan.



Dans l'introduction de cette réflexion, il apparaît clairement que le titre ci-haut énoncé est emprunté de l'ouvrage portant le même titre basé sur l'interaction entre le projet de développement rural d'Aguié et les acteurs villageois et universitaires, l'articulation entre formation et recherche de terrain et enfin sur la relation entre savoir et action, la compréhension des concepts de changement et de développement, la relation entre savoir et connaissance... Et si le CEFADES peut vraiment aussi à son niveau incarner cette vision de choses, il faut partir de sa création et de sa vision à long terme telle que conçue par certains de ses initiateurs et animateurs. Avec les années, cette vision a certes connu des évolutions.

1.1. De la création du CEFADES...

Le « Centre de Formation et l'Animation pour un Développement Solidaire » (CEFADES) a été créé en mai 1995 après une large concertation entre l'Université Catholique du Graben (UCG/Butembo) et le milieu socio-économique -ONG, opérateurs économiques- dans le but de promouvoir l'engagement de l'UCG dans le développement local. Sa création s'inscrit dans la triple mission de l'université, à savoir l'enseignement, la recherche et le service à la communauté. En effet, dans sa vocation d'un foyer ou mieux d'une université de développement, l'UCG se veut être, d'après l'expression de son Fondateur, Monseigneur Emmanuel Kataliko⁵, « *Une université au village, pour le village, avec le village, par le village* ». Dans cette perspective, l'éducation qu'elle propose s'articule autour des quatre principes suivants⁶ :

- apprendre à apprendre (acquisition et maîtrise permanente des connaissances) ;
- agir sur son environnement par son savoir-faire et son savoir-être ;
- apprendre à vivre en société pour promouvoir le bien commun et le développement intégral de l'Homme ;
- apprendre à être un homme nouveau, épris de droits et devoirs de l'homme, de la justice sociale pour une terre nouvelle, plus prospère et démocratique.

L'Université, reconnaît le professeur Julien Kilanga Musinde, recteur honoraire de l'université de Lubumbashi, est une institution à la fois universelle et locale. Elle est, de par ses fonctions traditionnelles de formation des hommes et de recherche scientifique, un outil idéal, un moteur au service de la communauté humaine, une condition incontournable de progrès et de développement. Elle est sans conteste une force de développement au service de l'homme (Julien Kilanga Musinde, in Jean-Marie Dikanga Kazadi, 2011 : 196-197). Potentiel de culture et de savoirs mis à la disposition de son milieu d'implantation, dans cette même optique de raisonnement, l'UCG, en dehors de la formation scientifique, forme aussi des acteurs de développement qui doivent être en contact direct avec leur futur milieu de travail. Engagée dans la formation des cadres au service de la société et de l'Église, elle porte un intérêt particulier au monde rural et veut transformer activement sa structuration par un développement intégral. De ce fait, elle veut contribuer à la stabilisation des populations sur leurs terres, à la production des technologies appropriées et à une meilleure gestion des conflits. Elle cherche à s'engager dans la recherche-action et l'animation des organisations de base. C'est dans ce sillage que naît le CEFADES qui assure le relais entre l'Université et le

⁵L'Université Catholique du Graben (UCG) a été fondée par Mgr Kataliko Emmanuel, alors Évêque du Diocèse de Butembo-Beni, le 22 Août 1989, à la demande explicite de la population. Université privée, elle a reçu son agrément définitif par le décret présidentiel n°6/106 du 12 juin 2006 et figure parmi celles autorisées à faire fonctionner le troisième cycle de doctorat depuis 2008.

⁶Lire la Présentation de l'Université Catholique du Graben

milieu local. Concrètement, avec le CEFADES, l'UCG devrait s'impliquer directement dans son milieu rural, assurer son intégration dans son milieu de vie. L'université, écrit DhaherNajem, doit apparaître « *comme un équipement capable de conduire, au niveau local, des dynamiques urbaines et socioéconomiques et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des habitants* » (DhaherNajem, 2012 : 64). Pour atteindre cette noble mission, le CEFADES joue un rôle d'interface, de courroie de transmission entre les instances universitaires et la paysannerie ou d'autres acteurs de développement en conciliant le savoir théorique avec l'expérience de terrain.

Chargé d'organiser de manière opérationnelle les stages des étudiants en vue de permettre leur insertion dans la société essentiellement rurale, il a aussi dans ses attributions de contribuer à la formation permanente des animateurs ruraux, d'identifier et de promouvoir les échanges avec les groupements paysans de façon à faire ressortir leurs actions, leurs aspirations, leurs modes d'organisation ou structuration, les aider à découvrir leurs potentialités et à prendre conscience de leurs problèmes, les aider à adopter une planification réaliste des actions dans une perspective de développement durable, amener les groupements paysans à une autonomie. C'est ainsi que, conformément à ses statuts, il vise enfin de compte comme objectif général de :

« sensibiliser le milieu universitaire aux problèmes ruraux et contribuer par des échanges entre différentes couches de la population, la recherche-action et le suivi technique au développement intégral du milieu rural et périurbain ».

1.2. ... par une stratégie de sensibilisation–participation

Pour atteindre cet objectif, les premiers étudiants de l'UCG en Agronomie comme encore ceux d'aujourd'hui –économistes, agronomes et vétérinaires stagiaires- peuvent témoigner de la méthodologie empruntée : la sensibilisation–participation ou l'enquête-participation.

« La participation citoyenne est utilisée par une multitude d'acteurs (communautaires, privés et institutionnels) pour soutenir le développement des communautés, dans des initiatives diversifiées, orientées vers des perspectives de développement social, de développement local, de revitalisation des quartiers ou territoires appauvris, de renouvellement des institutions démocratiques, etc. » (Clément Mercier, 2009 :1)

Il est question, en effet, de la sensibilisation aux vrais problèmes de développement ou mieux aux difficultés réelles des paysans pour y apporter une solution par les paysans eux-mêmes en adoptant une démarche participative. Il s'agit en fait d'une participation aux réflexions par des enquêtes et des autodiagnostic, une participation à la mise en œuvre et au suivi des actions. Les théoriciens distinguent plusieurs sortes de participation.

« *Les plus fréquentes contrastent participation responsable et participation non responsable, participation formelle et participation non formelle, participation imitative et participation automotrice, participation volontaire et participation non volontaire ; participation spontanée et participation suscitée ou provoquée, etc.* » (Kakule Matumo, 2016 : 455).

De trois modes de participation, participation volontaire, participation suscitée et participation de fait des groupes, celle mise en œuvre par le CEFADES peut être qualifiée de participation suscitée dans la mesure où elle a pour objectif de faire approuver, par les populations, des finalités que des animateurs extérieurs, qui les portent, jugent nécessaires de faire acquérir (Kakule Matumo, 2016 : 455). Si dans un premier moment, la participation physique a été mise en premier plan surtout lors des conduites des travaux dans les champs communautaires, actuellement, la méthodologie adoptée exige même une participation financière surtout lors de la mise en œuvre des petits projets de développement au niveau des organisations de base. Cette participation active des paysans a pour avantage de s'approprier les actions du projet en vue d'en assurer la pérennisation des acquis par la prise en charge des activités par les bénéficiaires.

Dans la démarche adoptée, les différents rapports d'activités de premières années de la création du CEFADES, autour des années quatre-vingt-dix, témoignent que l'enquête se déroulait à travers un nombre suffisant de réunions. Certaines réunions s'organisaient avec tout le village, d'autres avec des groupes plus réduits : groupes des jeunes, des femmes, des hommes, agriculteurs de telle ou telle autre spéculation, etc. Ainsi, une première réunion permettait de présenter les enquêteurs, leur provenance ou l'Université Catholique du Graben, les objectifs de l'enquête : mieux connaître le village et ses problèmes pour mener des actions de développement adaptées aux besoins du village et avec la participation active des villageois eux-mêmes.

Puis on engageait les villageois à citer les difficultés et les problèmes qu'ils connaissent au niveau du village, et cela dans tous les domaines : technique, agricole, économique et social. Cette première interrogation, très ouverte, avait pour avantage de permettre à tout le monde d'exprimer ce qu'il ressent, d'une manière spontanée et en dehors d'un cadre trop rigide. Une fois les problèmes cités « en vrac », et explicités par chacun, il était nécessaire de les regrouper sous différentes rubriques : problèmes de production, de commercialisation, de santé,.... On pouvait ainsi analyser ensemble ceux qui auraient des solutions similaires. Puis le groupe devait s'efforcer de classer par ordre de priorité ces problèmes, déjà regroupés par rubrique. L'objectif poursuivi, à long terme, était de « *sensibiliser les villageois autour d'une activité première et commune de démarrage* » comme une des stratégies de création des groupements paysans (Kambasu Kasula, F., 2016 : 193-194).

Ce travail de réflexion s'appuie sur la participation paysanne. Celle-ci va au-delà d'une simple participation formelle et imitative.

« Elle relève de la responsabilité même des acteurs du développement pour s'imprégner d'un caractère oblatif et centrifuge. En d'autres termes, il s'agit d'impliquer tous les membres de la communauté à collaborer aux différentes actions de développement » (Kambasu Kasula, F., 2016 : 195).

Aussi, ce travail a suscité, en commun, de très fructueux échanges entre les participants à la réunion dont le point de vue pouvait dépendre souvent du groupe d'âge auquel ils appartiennent : homme, femme, adultes, jeune... Ainsi, avec l'appui de FERT⁷, est né le CEFADES qui définit, depuis la création, toutes ses actions menées sur base d'une participation communautaire. Et de cette façon, son premier projet mis en œuvre (1995–2000) se centrait sur l'analyse des problématiques du monde rural et la structuration des organisations de base dans les territoires de Beni et Lubero et avait pour but une analyse fine des enjeux locaux de développement via la participation des populations de ces territoires.

1.3. ... à travers une recherche–action en implémentant l'Université en milieu paysan

L'organisation des stages des étudiants (agronomes, vétérinaires, économistes en décembre 1995, en janvier 1997, en juillet 1998,...) était axée sur la connaissance du monde rural suivie de l'organisation des échanges entre étudiants et paysans. L'objectif de ces stages, rencontres et échanges était de consolider l'encrage de l'Université dans le milieu rural, établir un contact réel et régulier entre les partenaires de façon à susciter des synergies dans le secteur associatif, s'instruire mutuellement et identifier les initiatives locales à soutenir et les problèmes locaux de développement, animer la formation pratique des étudiants et développer leur capacité à proposer une solution au problème posé et leur permettre de connaître leur futur milieu de travail. Ainsi, à travers une recherche-action, une véritable relation s'instaure entre l'Université par le biais du CEFADES et le milieu rural local.

⁷Fert est une association française de **coopération internationale pour le développement agricole** des pays en développement et émergents. Elle a pour objet de contribuer à créer dans ces pays les conditions permettant aux agriculteurs d'**améliorer leurs conditions de vie et de travail et de concourir à la sécurité alimentaire de leur pays**. Fert accompagne les agriculteurs dans la **création d'organisations** (groupements de producteurs, coopératives, caisses de crédit agricole, centres de formation ...) leur permettant d'**apporter des solutions durables aux problèmes** qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur métier et la défense de leurs intérêts. FERT figure parmi les partenaires techniques et financiers qui ont accompagné le CEFADES dans sa création et son développement.

« La recherche-action, écrit Olivier Genard (2009 : 5), est une forme de recherche orientée vers la résolution d'un problème pratique vécu dans un contexte local qui est menée par les acteurs directement concernés par ce problème. Ainsi, en milieu rural, les préoccupations, les aspirations et les initiatives des acteurs villageois ainsi que leurs conflits et contradictions sont autant de point de départ ou de thèmes de recherche ».

De cette façon, les techniciens du centre interviennent régulièrement dans l'animation des paysans de différents milieux de stage. Dans cette démarche, les paysans doivent adopter une attitude des chercheurs et sont amenés à constater des faits, se poser des questions, formuler des hypothèses et tenter de trouver des réponses. En concertation donc avec les paysans, le CEFADES est parvenu à mettre en place des groupements paysans plus structurés dans plusieurs régions des territoires administratifs de Beni et de Lubero.

Les multiples stages d'immersion et de connaissance réelle du milieu local ont permis d'établir un contact entre les étudiants et la paysannerie et de supprimer les préjugés des jeunes sur le milieu rural. Plusieurs se sont directement impliqués dans la recherche des solutions aux problèmes ruraux après leurs études à l'université. En gros, ces différents stages ont permis au CEFADES de mener des études sur les grands problèmes de développement de la région et lui ont permis de concevoir plusieurs projets axés sur le développement local des territoires de Beni et Lubero. Fort de ce bagage, le CEFADES a organisé des rencontres, colloques et sessions de formation sur l'agriculture, la démocratie, le développement. À titre d'exemple, en janvier 1996, le CEFADES a organisé un colloque international sur l'autopromotion paysanne et les dynamiques locales de développement qui a donné naissance au Réseau WIMA. Cette méthode de sensibilisation ou enquête-participation revient également dans la mise en place des formations telles qu'organisées par le CEFADES.

Conformément aux statuts de l'association (ceux-ci ont été également modifiés en 2012), le CEFADES a pour objet la promotion du développement à dimension humaine et durable par la formation des couches des populations les plus vulnérables et en voie d'être exclus par les systèmes économique, social et politique actuels. Il vise également l'amélioration des conditions socio-économiques de ces populations par la réalisation des activités cherchant à consolider leur sécurité alimentaire et par la création des activités génératrices de revenu. Les actions menées doivent aboutir sur le terrain à l'appropriation locale des activités initiées. Elles doivent également contribuer à la capitalisation des expériences acquises et à leur valorisation.

La prise en compte des observations, des témoignages, des réalisations et des expériences vécues, afin d'assurer une large diffusion de l'information sur la finalité et le but des actions entreprises par le CEFADES est un engagement

essentiel de l'association. Elle entend ainsi contribuer à la sensibilisation du public à la solidarité nationale et internationale.

Il s'agit, aux dires de Raymond Lacombe, « *d'une formation-développement qui n'est pas seulement un outil mais aussi une démarche collective qui amène tous les partenaires locaux à réfléchir ensemble au développement économique et social d'un territoire.* » (Jacques Delors, 2005 : 353-354).

Il est question que l'homme s'engage et se forme dans l'action avec ses voisins en construisant au quotidien une communauté humaine en perpétuelle évolution. Il s'agit de valoriser les ressources humaines locales qui sont parfois ignorées au détriment des ressources importées qui ne maîtrisent pas souvent les réalités des communautés qu'elles accompagnent.

Dans cette démarche, la détection et la mise en valeur des ressources locales restent vitales pour le monde rural. En effet, dans cette sphère, certaines personnes ignorent parfois ce dont elles sont capables. Le travail de l'animateur de terrain consiste donc à stimuler les initiatives individuelles pour qu'elles soient mises à la portée de toute la communauté. Il s'agit d'aider tout porteur d'initiative ou projet, sans exclusivité, sans en laisser un seul au bord de la route, sans porter de jugement a priori sur ce qui pourrait paraître des projets farfelus. Cela passe bien sûr à travers la formation, les méthodes de travail et d'organisation du monde rural en gagnant en efficacité, en viabilité économique... En d'autres termes, il est question de mettre en symbiose l'ensemble des besoins des uns et des autres, mais aussi l'ensemble des possibilités qui peuvent exister pour y répondre. Et si les recherches-actions visant la résolution de situations conflictuelles peuvent se révéler particulièrement difficiles, « *il est donc recommandé de mener ses premières expériences de recherche-action sur des questions simples faisant l'unanimité au sein du groupe concerné* ». (Olivier Genard, 2009 : 9). Celles-ci peuvent aborder l'agriculture, l'élevage, les activités génératrices de revenu, la santé, l'organisation, etc. Ces thèmes n'étant pas exhaustifs, quoi qu'il en soit, il est indispensable que la recherche-action vise la résolution d'un problème jugé prioritaire par la communauté concernée. Pour résoudre ce problème, la communauté doit donc être en mesure d'identifier ses propres besoins.

D'une manière générale, il est conseillé de rattacher l'analyse des besoins à une démarche de type « formation-action » ou « formation-développement » en s'appuyant sur l'identification et l'interprétation des difficultés rencontrées et des résultats positifs obtenus.

« La formation-action ou formation-développement est un processus par lequel les acteurs qui y sont engagés apprennent en analysant et en résolvant en vraie grandeur les problèmes sur lesquels ils doivent agir. Ce processus suppose la mise en place et le fonctionnement d'une démarche

pédagogique appropriée. Elle est faite d'« allers-retours » entre la formation et l'action » (E. Beaudoux, 2000 : 114).

Elle a donc pour avantage de traduire les besoins en actions de formation en vue d'orienter les activités de terrain dans une approche purement participative.

1.4. ...par des stages à des projets de développement rural

D'une manière générale, les différents stages des étudiants finalistes en Agronomie, Médecine vétérinaire et Économie rurale ont permis de réaliser des études sur les grands problèmes de développement de la région. De ces stages a découlé la mise au point d'un projet sur le développement rural des territoires de Beni et Lubero, projet d'accompagnement technique des paysans. Ce projet, et d'autres qui s'en sont suivis dans la même perspective d'appui au monde rural, ont comme objectif de traduire clairement la mission du CEFADES comme pont indéfectible entre l'université et le monde rural. En effet, dans ses actions et d'après ses statuts, le CEFADES a pour objectif global de « *promouvoir un développement humain et durable par la formation et l'accompagnement des initiatives communautaires* ». Il poursuit un certain nombre d'objectifs spécifiques dont les plus importants sont :

- promouvoir, dans l'enseignement et la recherche au sein de l'UCG, la sensibilisation aux problèmes de développement ;
- conduire des études concrètes par secteur sur la dynamique régionale et les problèmes locaux ;
- promouvoir le développement communautaire des populations par l'appui technique aux activités agricoles et la création des activités génératrices de revenus ;
- renforcer les capacités des acteurs du développement communautaire, des jeunes et des groupes vulnérables pour leur intégration socio-professionnelle ;
- accompagner les Organisations de Base (OB) et les Associations Paysannes dans leur processus de professionnalisation et d'autonomisation.

Cette série d'objectifs resterait lettre morte si, concrètement, le CEFADES ne réalisait des activités de développement en faveur de la population cible. En effet, s'insérant dans une vision stratégique de l'Université Catholique du Graben pour assurer une formation pratique orientée vers l'exercice d'une profession adaptée aux réalités locales, l'Abbé Athanase Waswandi résume bien cette mission noble du CEFADES en ces termes :

« Le CEFADES entretient des relations de coopération avec plus de onze organisations villageoises, qui accueillent les étudiants en stages et les jeunes chercheurs, tout en bénéficiant en retour d'un soutien technique dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage, ainsi que des modules de formation selon leurs préoccupations et leurs demandes. Compte tenu de

la diversité des acteurs, de leurs différences et des objectifs de l'action, les partenaires du CEFADES (membres de la communauté universitaire et groupements de base d'agriculteurs) s'engagent à respecter les principes fondamentaux qui constituent en quelque sorte une « règle du jeu éthique » ou « code moral » régissant les rapports entre eux : soumettre son savoir à la réciprocité, partager sa technicité, écouter l'autre dans sa plus grande différence, garantir la discrétion pour préserver les vies fragiles et établir un climat de confiance, prendre les décisions ensemble et créer un comité mixte de suivi » (Waswandi, in Centre Catholique International pour l'UNESCO, 2000 : 71).

Il y a lieu donc de retenir que la préoccupation des projets du CEFADES est de soutenir les initiatives de la base pour répondre aux problèmes cruciaux et d'accompagner la structuration du monde rural. Après des années de réflexion, d'échanges, de recherche, de documentation, de rencontres et d'analyse des terroirs, l'équipe du CEFADES est arrivée à quelques conclusions pratiques qui déterminent sa vision d'intervention sur le terrain. Parmi celles-ci, certaines peuvent être relevées.

1. L'animation des groupements paysans doit se faire dans un esprit de partenariat, faisant des bénéficiaires les acteurs principaux des projets de développement : on ne développe pas une personne (ou une communauté) ; elle se développe. Le soutien à apporter à la paysannerie ne doit pas faire d'elle un simple assisté ; mais au contraire tout ce qui peut l'aider à se prendre en charge (formation, valorisation des ressources et des compétences locales, petit crédit, accompagnement technique...) doit être prioritaire ;

2. Les animateurs doivent être conscients du décalage entre leurs considérations théoriques et l'expérience vécue. C'est donc leur qualité d'écoute et le réalisme de leurs interventions qui garantiront le succès de différentes actions. Il faut privilégier un partage des savoir-faire où chacun a à donner et à recevoir. C'est dans ce même esprit que seront organisés la recherche-action et les stages des étudiants de l'Université en milieu rural ;

3. La complexité de la situation exige d'agir avec modestie et de ne pas brûler les étapes par optimisme béat. D'où la nécessité de prévoir une phase d'opérationnalisation pendant laquelle il faut travailler intensément avec quelques unités pilotes (quelques organisations de base –OB-) avant de s'engager dans des actions plus conséquentes démographiquement ;

4. Le développement agricole de la région dépend énormément de la prise en compte de certains déterminants physiques, parmi lesquels le relief et le climat jouent un grand rôle. Les problèmes ne sont pas les mêmes en basse et haute altitudes. Par exemple, en haute altitude, le problème majeur reste l'érosion qui provoque la perte continue de la fertilité du sol.

Ces conclusions s'inscrivent dans le cadre des considérations éthiques à tout processus d'animation des groupements ou associations. En effet, un animateur n'est pas un expert ou un vulgarisateur. N'étant pas obligé de tout connaître, il doit être en mesure d'orienter la réflexion en dehors de toute considération partisane et des préjugés de méfiance. Un bon animateur est un facilitateur. C'est dans cette perspective que les approches d'accompagnement des groupements devraient être plus participatives que prescriptives.

2. Le CEFADES : une approche originale d'accompagnement des producteurs

Bien que le CEFADES ait acquis une expérience non négligeable dans l'accompagnement des organisations paysannes, la préoccupation fondamentale demeure encore cependant la question du « *comment faire ?* », c'est-à-dire, « *comment faire pour accompagner les organisations paysannes dans leur diversité et dans leurs nombreuses fonctions pour les mener à leur autonomisation ?* ». Il s'agit ici d'un questionnement sur l'efficacité du dispositif d'encadrement, lequel constitue aussi une difficulté majeure dans le travail des organisations d'appui. L'autonomisation des producteurs se résume par l'augmentation de leur capacité de gestion en vue de leur permettre de s'affirmer et de s'auto promouvoir collectivement. Il s'agit d'initier un processus de reconnaissance et de valorisation de l'identité des groupes et des producteurs favorisant leur insertion et leurs actions créatives et appropriées dans la société. Dans les meilleurs des cas, l'autonomisation doit être la phase ultime d'une intervention. Mais elle requiert néanmoins une préparation suffisamment longue pour offrir aux organisations de prendre leur autonomie dans les meilleures conditions.

« Cette préparation porte sur trois aspects : le transfert de fonctions, la capacité de mobiliser éventuellement de nouveaux partenaires, l'évolution des rapports » (FERT : 90).

Les activités de formation dans les OP ont essentiellement un double objectif : répondre aux besoins exprimés par les membres et renforcer l'organisation. Les services aux membres visent l'amélioration de leurs performances techniques par la formation à des techniques nouvelles, le développement de leurs capacités en gestion et la facilitation de l'accès à l'information pour bien maîtriser leur environnement (Marie-Jo Dugué et alii, 2012 :79). Pour y parvenir, les programmes d'appui aux organisations paysannes privilégient de manière générale plusieurs approches. Si certains privilégient une structuration par filière en mettant l'accent sur les fonctions économiques des OP ; d'autres accompagnent un partenaire principal dans le développement de

l'ensemble de ses activités. Par contre, d'autres encore, combinent l'accompagnement de plusieurs OP et débouchent sur des approches par filières et territoriales. Le CEFADES semble s'inscrire dans cette dernière. De ses stratégies d'intervention, quelques principales approches ont été analysées conformément aux résultats atteints et observés sur le terrain. Il s'agit, dans un premier moment d'une approche territoriale, puis d'une approche territoriale combinée à une approche par filière qui toutes culminent dans une approche d'accompagnement des OP axée aux besoins des producteurs et en se concrétisant par des innovations en milieu paysan.

2.1. Une approche territoriale de structuration paysanne

Il n'existe pas de modèle unique pour la structuration d'une organisation paysanne. Cette vérité devrait être immuable pour toute organisation s'assignant comme objectif, celui d'accompagner les organisations paysannes. « *Pour les appréhender, plusieurs entrées sont possibles* » (Marie-Jo Dugué et al., 2012 : 39). Celles-ci peuvent se structurer sur des fondements divers, c'est-à-dire par fonctions, produits, entité géographique ou administrative, combinaison de plusieurs critères. Le choix, en effet, dépend des objectifs poursuivis. Cela signifie que ni l'organisation d'appui, ni leurs animateurs ne doivent imposer une structure organisationnelle. Ils doivent, au contraire, aider à la structuration et à l'organisation selon les besoins de fonctionnement et des objectifs que s'assignent les organisations paysannes, conformément à une démarche spécifique régissant leur création.

De prime abord, dans ses interventions, le CEFADES n'a jamais créé d'organisations paysannes (OP), certaines ayant existé avant même sa création. Il s'est appuyé au départ sur des comités locaux ou villageois de développement, initiatives villageoises qu'il s'est évertué à promouvoir. Par contre, ses actions ont largement contribué à la création d'autres OP par effet d'entraînement. Dans sa démarche, il privilégie l'appui institutionnel. Il passe à travers l'information, la formation, l'accompagnement des initiatives économiques des OP à travers des mécanismes qui présentent un nombre de caractéristiques communes centrées sur le renforcement des fonctions économiques des organisations. L'appui institutionnel permet de consolider les organisations paysannes dans leurs missions en faveur des agriculteurs.

En effet, dans un contexte général, « *les OP remplissent généralement trois rôles principaux, plus ou moins combinés, pour faire face aux difficultés que leurs membres rencontrent dans leurs activités d'agriculteurs : Fournir des services à leurs membres, Améliorer le pouvoir de marché des producteurs, Influencer sur les processus de prise de décision publique.* » (Dugué, Pesche, Le Coq, 2012 :17)

Pour ce faire, ces fonctions concernent l'appui à la gestion, la structuration d'OP spécialisées dans une filière à travers notamment la mise en place d'outils de suivi et de gestion, la mise en place des comités de gestion... jusqu'à les fédérer en une plate-forme d'entraide mutuelle, « *Union Tuyiwatikanaye* », UNITU en sigle.

Au sein même de l'UNITU, les organisations paysannes proches géographiquement ont créé des mécanismes de concertation en vue de se renforcer mutuellement et de se rencontrer périodiquement pour échanger entre elles sur des problèmes communs. Ainsi la zone d'intervention du CEFADES se divise en trois grandes zones agro-écologiques en fonction de leur altitude ; à savoir : la basse altitude, la moyenne altitude et la haute altitude dénommées encore autrement : Plaine, Plateau, Montagne. La région de basse altitude de moins de 1000 mètres est caractérisée par des pentes très faibles. Elle est directement suivie d'une vallée qui s'étend dans la partie Nord Est et est couverte d'une grande forêt dense. La région d'altitude moyenne ou plateau est une zone surpeuplée et épuisée du point de vue agronomique. Par contre, la région de haute altitude est une région extrêmement accidentée (pente de plus de 30%) et sursaturée du point de vue démographique et agronomique. Son problème majeur reste la surexploitation des lopins des terres et l'érosion qui provoque la perte de la fertilité du sol. En laissant de côté les aspects agro-écologiques, revenons-en aux organisations paysannes présentes dans chaque zone.

Au début de l'année 2013, l'UNITU, fédération de groupements de producteurs créée en 2002 avec un statut associatif, comptait 21 groupements regroupant 411 familles des producteurs agricoles répartis sur trois axes.

Tableau 1 : Nombre de groupements et de ménages membres de l'UNITU (répartition par axe) (Reconstitution à partir des rapports du CEFADES)

Axe	Nombre de groupements	Nombre de membres	Noms des groupements
Plaine	4	80	Cooprocavi Bingo, Mangina, Mabalako, Irango
Plateau /Est	7	186	Munoli, Bunyuka, Malende, Vulema, Vulamba, Vusa, Mukene
Ouest	3		Kirimba, Vuyinga, Masingi
Montagne	7	145	Kasima, Kitsimba, Masereka, Ikuvula, Magheria, Kasitu, Vukondi
TOTAL	21	411	

Ces OP appartiennent toutes aux grandes composantes de l'économie sociale et solidaire. Elles sont soit des coopératives, soit des associations proches ou à la périphérie de la définition de l'économie sociale et solidaire. Les organisations du

tiers-secteur sont caractérisées presque toutes par le « spontanéisme » ou encore « l'auto-fécondité » résultant en quelque sorte d'une genèse ex-nihilo de ce secteur. Ainsi, s'inspirant de la définition de l'économie sociale qui sous-entend d'ailleurs la nécessaire formalisation juridique de ces organisations, Develtere et Fonteneau (2002 : 8-11) les ont classées en trois catégories⁸ : les organisations proches de la définition, les organisations à la périphérie de la définition et les organisations importantes mais non couvertes par la définition.

La première catégorie regroupe les principales composantes de l'économie sociale qui sont les mutuelles, les coopératives et les associations. Les organisations à la périphérie de la définition, d'après les auteurs, sont des structures qui pourraient être formellement reprises en économie sociale mais dont le fonctionnement effectif ne correspond pas toujours aux principes. On cite parmi elles les activités économiques des diocèses catholiques, la plupart des universités, trusts de 'charité' contrôlés par des familles, certaines ONG et associations de développement, associations des ressortissants, clubs des paysans, groupes culturels, institutions de microfinance, coopératives ne respectant pas leurs principes de base... Les organisations importantes mais non couvertes par la définition sont fondées par des entrepreneurs *for-profit*. Elles ont un lien avec la composante normative de la définition puisqu'elles mettent l'accent sur les services et la collectivité plutôt que sur le profit et le capital. Parmi celles-ci, on peut retenir les initiatives en faveur des pauvres avec le support de l'État, les réseaux de lobbying et de pressions politiques, l'entreprise d'économie mixte, les clubs de trocs, les Agences Internationales de Développement, les Fondations et organisations philanthropiques, les Syndicats et services syndicaux comme les cantines...

Mais un regard discursif sur les objectifs ou motifs de création des OP accompagnées par le CEFADES pousse à conclure de leur caractéristique générale qu'elles seraient essentiellement des initiatives locales de développement (ILD). Nés de la volonté des membres, ces groupements se caractérisent par un dynamisme interne, une participation des bénéficiaires à l'analyse des problèmes et choix des solutions, le pouvoir de décision appartenant aux paysans. En effet, au sein de la communauté, les paysans créent des activités de développement de grande ou de petite dimension en vue de pourvoir à leurs besoins individuels et/ou communautaires (Defourny et alii, 1999 : 67). Ces actions sont naturellement gérées, conduites et financées par et pour les paysans eux-mêmes. Ainsi, comme toute ILD, elles réalisent des actions de développement au profit de leurs membres et de leurs milieux. C'est ainsi que pour atteindre leurs objectifs, ils se mettent en contact avec les organismes d'appui dont le CEFADES pour notre cas.

⁸ La définition et l'explication de différentes organisations peuvent s'inspirer très largement de Capul, J-Y. et Garnier, O., 1996.

Les ILD se ramifient le plus souvent à deux niveaux : d'un côté, les groupements des paysans au niveau des villages (milieux ruraux) qui sont souvent des intermédiaires entre la population et les ONG d'appui et de l'autre, les groupements villageois qui se regroupent en fédération régionale en vue d'être plus efficace. Pour répondre à ce souci, le CEFADES réunit les groupements paysans qu'il encadre dans une seule plate-forme dénommée « *Union Tuyiwatikanaye* », c'est-à-dire « *Entraidons-nous* ». Ces groupements ont été retenus suivant leur dynamisme et leur intérêt pour les actions de développement. En d'autres termes, leur création ne relève pas de l'initiative du CEFADES.

D'ailleurs, une dizaine de ces organisations ont vu le jour beaucoup d'années avant la création du CEFADES et certaines ne sont que des ramifications de celles existantes ou sont des sous-groupes qui ont été promus par l'UNITU au rang de groupe par rapport à l'ampleur des activités. Autrement dit, ils ne sont pas de l'émanation du CEFADES en dépit de la part on ne peut plus capitale qu'il occupe dans leur émulation. Tous ces éléments réunis relatifs à la naissance et aux objectifs confirment combien ces groupements naissent de la volonté des membres en vue d'une synergie et une coordination dans le travail pour produire plus, avoir plus et être plus à travers les différentes activités. Dans cette approche territoriale, les organisations sont donc regroupées par axe et à chaque axe est affecté un animateur de terrain qui centralise les différentes demandes des paysans et qui les appuie dans leurs diverses actions de développement.

2.2. Une approche territoriale combinée à une approche par filière

En matière d'accompagnement ou structuration des OP, plusieurs questions se posent souvent qui mettent quelquefois les acteurs de terrain dans un embarras. À titre illustratif, nous citons : Faut-il privilégier des approches par filière ou des approches territoriales, plus englobantes ? Quels niveaux de structuration renforcer en priorité : les OP de base, les OP de niveau intermédiaire ou les OP de niveau national ? Faut-il renforcer en priorité les fonctions techniques et économiques des OP ou les fonctions de représentation et de défense des intérêts ? (Marie-Jo Dugué et alii, 2012 :127).

Dans un milieu donné, on peut assister à plusieurs niveaux de structuration du monde paysan. On distingue ainsi par exemple, les OP de base ou groupements paysans, les OP de niveau intermédiaire ou fédérations régionales ou provinciales d'OP voire des OP de niveau national. C'est ainsi qu'en RD Congo, on peut citer par exemple des OP de base comme celles encadrées par le SYDIP, l'UNITU avec le CEFADES,... mais aussi des réseaux d'OP comme celles du Réseau WIMA, au niveau provincial, le FOPAC Nord-Kivu, au niveau national, la CONAPAC... Certaines personnes souhaitent souvent ne pas centrer les actions sur les organisations de base (groupements paysans) du fait que celles-ci doivent être les

bénéficiaires des actions menées et que les appuis directs aux OB courent le risque de saupoudrage, ne garantissant pas la pérennité des résultats... Le danger est ici de tomber dans une sorte de *triangle de Bermudes de responsabilité* (Daouda Diane et Denis Pesche, 1995 : 47). Mais du moment que le monde rural est longtemps resté le plus grand absent de la réalisation des projets de développement, il est aussi impérieux que certaines activités soient réalisées à la base, mais avec des organisations de niveau supérieur qui peuvent garantir la pérennisation des résultats.

Les enseignements de l'expérience montrent que chaque option a des justifications indéniables et que c'est dans l'organisation de leur complémentarité que se renforcent les dynamiques d'organisation des agriculteurs. En effet, le point analysé ci-haut a démontré que la première approche du CEFADES est une approche territoriale avec les efforts orientés par zone agro-écologique. Et cette dimension persiste avec l'affectation d'un animateur par axe. Ce qui permet d'avoir des OP spécifiques sans lien organique alors qu'elles se retrouvent dans une même corporation de l'UNITU.

Au cours des années, les approches ont évolué et intègrent de plus à plus une ***approche par filière*** à travers le développement économique de certaines cultures. La notion de filière peut être perçue comme un enchaînement d'activités qui aboutissent à la mise à disposition d'un bien au consommateur final, situé tout à l'extrémité du processus, au marché domestique. L'analyse des filières des productions agricoles, note Ali Madi (2009 :12), doit comporter quatre types d'approches complémentaires et surtout les intégrer dans sa globalité. Il s'agit de :

- *un volet global* qui permet d'identifier la filière comme un système de production/consommation piloté par un ou plusieurs marchés et la caractérisation des flux de produits et les différents agrégats ;
- *un volet technologies et produits*, qui analyse les procès (procédés), le rôle de l'innovation et établit une typologie des produits selon des critères de qualité et surtout faire ressortir l'impact des flux de connaissances dans l'amélioration du système de production ;
- *un volet institutions et entreprises* qui liste les acteurs de la filière, les caractérise et analyse leurs stratégies ou leur politique, y compris les accords et conventions les liant en se basant sur les théories de régulation et des conventions ;
- *une vision historique* qui permet de comprendre la dynamique de la filière et entamer une réflexion prospective.

Tenant compte de ces aspects, le CEFADES essaie, de nos jours, de structurer les paysans autour des filières qu'on peut qualifier de « *porteuses* » ou « *motrices* » et cela par axe. Dans cette optique, un accent spécifique a été porté à l'Oignon dans la zone de Magheria, au Cacao dans la région de Vuyinga. Des entrepôts adaptés à la conservation de ces produits ont été construits dans les milieux respectifs.

Il est vrai que toutes les approches sont bonnes, chacune ayant ses atouts et ses limites. En créant au sein de l'UNITU des sous-regroupements par axe (voir les réunions par axe), l'objectif visé par le CEFADES est d'essayer de mettre en place un mécanisme de prise en compte de diverses activités économiques spécifiques à cet axe dans les dimensions sociales et culturelles des exploitations familiales. Cet aspect permet de renforcer la cohésion sociale au sein de l'axe en construisant des alliances permettant de résoudre leurs problèmes communs. Cette approche a été renforcée par l'organisation des tontines par axe en fonction du nombre des OP membres de l'axe.

L'approche par filière ou approche sectorielle permet aux organisations paysannes de mettre en place des services à une production donnée : approvisionnement, mise au point d'itinéraires techniques, commercialisation... en vue d'établir des relations contractuelles avec les autres acteurs économiques qui interviennent dans la filière. C'est l'efficacité au plan économique dont les résultats sont perceptibles pour les paysans à partir de l'accès facile aux intrants, la réduction des coûts de production, l'accès à l'information et à la formation... Mais le risque est de privilégier le produit plus que le producteur, c'est-à-dire, en mesurant globalement l'efficacité économique de la filière, on mesure difficilement l'impact des actions menées sur les différentes catégories de producteurs et d'exploitations. Le travail abattu au niveau du CEFADES dans cette approche a permis d'améliorer le circuit de commercialisation des produits agricoles.

De manière générale, sur le volet commercialisation, l'idée pour l'équipe d'animation du CEFADES est de montrer par exemple les opportunités existantes. De nombreuses pistes sont explorées à différents niveaux (individu, OB, entrepôts, etc.). Certaines idées, largement partagées, se sont révélées décevantes en termes d'amélioration du revenu pour les producteurs membres : vente de produits frais (tomate, aubergine, pomme de terre semence dans une moindre mesure) à l'entrepôt de Butembo, contractualisation avec les écoles en ville de Butembo, avec quelques restaurants, etc.

D'autres initiatives, comme le groupage, triage et stockage du café, stockage du riz, transport des oignons, etc. se sont révélées intéressantes. À ce propos, la vente groupée est à favoriser dans la mesure où elle permet aux producteurs de bénéficier de ses avantages dont « *la concertation sur les prix, la transparence sur les transactions, un gain accru et sécurisé des producteurs* » (Anne Lothoré et Patrick Delmas, 2009 : 74, 175). La diffusion des bons résultats obtenus est progressivement réalisée et amène de nouveaux membres, assez peu intéressés ou méfiants initialement, à imiter ce que font leurs voisins précurseurs. On observe ainsi l'augmentation progressive des quantités stockées au niveau des entrepôts situés à Bingo, Vuyinga, Magheria et Kasima.

Un travail réalisé auprès des commerçants sur la définition des critères de qualité et les différentiels de prix a été synthétisé afin de présenter aux producteurs

les opportunités des productions à conduire comme « *spécialisation* ». Bien qu'incomplet, il a servi de support à une discussion de groupe portant sur les choix variétaux, les périodes de maturité, les processus post-récolte en s'appuyant sur des exemples précis.

En amont comme en aval, en combinant les deux approches, le CEFADES a su proposer aux paysans d'autres services qui ont été bien appréciés. Loin d'être opposées, ces approches constituent deux dimensions complémentaires nécessaires pour renforcer de façon durable l'efficacité technique et économique des OP et leur légitimité sociale. C'est dans cette optique que le CEFADES a développé la promotion des semences améliorées par axe et par « *filière* ». D'entrée de jeu, il faut retenir que la question des semences dites « *améliorées* » reste encore une problématique difficile car l'approvisionnement n'est pas toujours facile dans la région et les semences proposées doivent répondre aux besoins spécifiques des producteurs. Dans cette optique, le vocable approprié serait de parler des « *semences adaptées* ». Malheureusement, dans la zone, il est difficile de trouver des travaux conduits en partenariat avec la recherche ou des centres d'essais dans le but de développer des semences non pas améliorées, mais adaptées aux contraintes locales des paysans. En effet, en fonction des stratégies mises en œuvre, l'amélioration est toujours relative : certains agriculteurs cherchent des hauts potentiels de rendement, d'autres cherchent à réduire les risques pour assurer une récolte permettant au ménage de se nourrir, etc. Devant ce constat, le CEFADES choisit de caractériser les variétés existantes dans la zone d'intervention pour les cultures dominantes.

La promotion de semences améliorées est réalisée selon les « *filières* » de spécialisation choisies par les organisations de base. Ces filières de spécialisation sont liées aux différentes zones agro-écologiques. Cette promotion s'est appuyée sur le travail interne réalisé par l'UNITU visant ces « *cultures de spécialisation* » dans les différents axes. Ainsi :

- dans la zone de montagne, l'accent a été mis sur les semences de pomme de terre et les semences d'oignon de qualité ;
- dans la zone plateau, les boutures de manioc résistantes à la mosaïque, maladie virale qui détériore les feuilles de manioc, et les semences de chou et de haricot ont été valorisées ;
- dans la zone de plaine, les semences de haricot et de riz, les plants de café et cacao ont été favorisés.

Pour matérialiser l'appui en approvisionnement en semences de qualité au niveau des OB, le CEFADES noue des partenariats avec d'autres acteurs comme le SENASEM, l'AGRIPEL, CARITAS, ONC, Esco-Kivu, le Ministère de l'Agriculture et Développement rural en participant activement aux campagnes agricoles. Mais la solution qu'il juge durable est *l'installation des champs communautaires et variétaux d'essais* de manioc et de haricot, des pépinières

communautaires de café et cacao, de parcelles maraîchères, etc. en fournissant pour une grande partie les intrants nécessaires. Les semences, boutures ou plants issus de ces champs collectifs sont par la suite, soit redistribués aux membres, qui bénéficient ainsi d'intrants de qualité pour leurs propres plantations, soit vendus pour permettre des investissements au niveau des OB ou subvenir à des besoins sociaux : deuil, mariage, naissance, etc. La promotion de ces semences vise un seul objectif majeur : augmenter la productivité agricole comme le souligne d'ailleurs Norton.

En effet, écrit-il, « *L'agriculture dispose de deux moyens pour augmenter sa production: étendre les superficies cultivées et améliorer le rendement des cultures. Si l'on entend par développement agricole augmentation du revenu des activités d'exploitation pour les familles rurales, il faut y ajouter un troisième moyen: passer à des cultures à plus forte valeur. Il n'existe pas d'autres possibilités* ». (Roger D. Norton, 2005 : 470).

Cette activité est également accompagnée par *l'organisation de l'approvisionnement en produits phytosanitaires* qui s'appuie sur la maîtrise des techniques d'utilisation de dits produits. En s'appuyant sur ce constat, les animateurs mettent principalement l'accent sur la formation et, lorsque celui-ci paraît nécessaire et adapté, un appui matériel (pulvérisateurs et/ou produits) est fourni dans les OB dont les cultures de spécialisation sont les plus sensibles aux maladies : tomates, oignons, aubergines, choux...

Le souci visé dans cette démarche réside en ce que Lacombe qualifie « *d'une agriculture à taille humaine* » (Olivier Genard, 2009 : 239-242). Ce type d'agriculture à taille humaine laisse beaucoup d'initiatives aux travailleurs des champs et est de loin la plus exigeante pour tous. Elle demande que les agriculteurs se débarrassent définitivement de leur individualisme ancestral pour jouer à fond la carte de la coopération sous toutes ses formes : travail de tous les jours et entraide, machines à acheter ensemble, commercialisation à maîtriser en commun, transformation à exploiter au bénéfice de tous. Et à scruter de près, c'est dans cette logique que se fonde la démarche du CEFADES envers l'UNITU en la dotant des outils de transformation, les entrepôts de commercialisation, des champs communautaires, de petits projets communautaires. C'est le fondement même de l'UNITU, fédération de plusieurs OB pour résoudre en commun les problèmes qu'un seul groupement ne saurait affronter.

2.3. Une approche d'accompagnement axée aux besoins des producteurs

Les producteurs accompagnés par CEFADES sont regroupés au sein d'une plateforme nommée « Union Tuyiwatikanaye ». C'est une union d'organisations paysannes des producteurs agricoles familiaux qui sont souvent nommées Organisations de base (OB) ou Groupements. De petites tailles, elles regroupent des paysans d'un même village et traduisent la volonté de ceux-ci de résoudre des

problèmes du village par l'action collective, et de relever des défis auxquels ils sont confrontés. Diversifiées par plusieurs caractéristiques, elles se ressemblent par certaines liées surtout à leur fonctionnement et à leurs activités. Également, cette ressemblance est aussi due au fait qu'elles sont toutes accompagnées dans leurs activités par le CEFADES.

L'accompagnement des producteurs membres de 22 groupements de l'UNITU se fait principalement dans l'action via le suivi et l'encadrement technique des activités au niveau des champs ou pépinières communautaires, qui servent également de supports techniques à un grand nombre de formations. Un effort est réalisé pour accompagner les membres individuellement lorsque cela est possible. L'accompagnement individuel se révèle bien plus efficace mais les ressources humaines disponibles ne permettent pas souvent de l'assurer continuellement.

De façon générale, les diverses interventions de développement agricole dans le milieu portées par les organisations d'appui agricole privilégient *une approche descendante et prescriptive* répondant davantage à un enjeu de progrès agricole et de productivité. Il s'agit ici de mettre à la disposition du producteur agricole des outils et des intrants agricoles qui peuvent permettre d'accroître sa production. Mais cette approche a un désavantage par le fait qu'elle néglige souvent la réalité et les besoins réels des exploitants agricoles. Pour essayer de pallier cette insuffisance, à travers son projet de développement de la société civile du Nord-Kivu, projet financé par FERT, les différentes actions du CEFADES ont eu comme spécificité de s'orienter vers *une approche par le besoin* avec la nécessité de rendre les agriculteurs acteurs de leur propre développement à l'image de ce que Rosanvallon nomme, en parlant des opérations d'aide au développement, « *l'approche par la prise en compte des dynamiques et des initiatives à consolider et à amplifier* » (Rosanvallon, 2011 : 95.89)⁹. Il s'agit de privilégier une vision positive du développement qui prend en compte l'avenir des bénéficiaires en tenant compte de leurs intérêts et de leurs aspirations. Visant donc l'autopromotion du groupe, par une démarche participative, l'objectif consiste à s'intéresser d'une part aux initiatives réussies dans la perspective de leur renforcement et de leur amplification, et d'autre part aux échecs antérieurs et aux conditions de leur dépassement. Ceci constitue d'ailleurs une innovation dans la démarche du CEFADES dans la mesure où elle tient non seulement compte des besoins, et des problèmes des OB mais aussi et surtout de leurs expériences en mettant l'accent sur

⁹ Pour identifier la demande des bénéficiaires, la réalité conseille de mixer différentes approches dont trois sont principales : une fausse bonne approche qui consiste à recenser directement les besoins exprimés par les bénéficiaires ; une approche par les problèmes qui repose sur une méthode simple et pédagogique : l'arbre à problème ; une approche processus à partir du repérage et de l'identification des initiatives antérieures à renforcer et à valoriser. Cf. Rosanvallon, 2011 : 89

l'expérimentation et le suivi de leurs initiatives ascendantes. C'est dans cette optique qu'il a été développé l'approche par la formation des moniteurs agricoles qui sont des conseillers agricoles au niveau des villages.

L'objectif poursuivi est de former des techniciens praticiens capables d'accompagner les producteurs en favorisant l'autonomie de décision du paysan et la professionnalisation de l'agriculture familiale. Il s'agit donc de bien former des producteurs pilotes sur des thématiques techniques, abordées au travers des essais qui ont été identifiés en amont avec les producteurs : utilisation des produits phytosanitaires, mise en place d'une pépinière, récolte et stockage des produits... Ces producteurs jouent ensuite le rôle de relai, de « *pilote* », notamment au travers de leurs pratiques culturelles individuelles et le partage d'expériences avec les autres membres de leur OB.

La région de Beni-Butembo, potentiellement agricole, regorge des institutions d'enseignement technique de niveau secondaire, supérieur et universitaire de formation agricole. Les cadres formés dans ces institutions ne s'adonnent toujours pas à l'accompagnement des paysans. On assiste ainsi à une faible performance de la formation des cultivateurs.

Comme l'affirme *La voix du Congo Profond*, « *actuellement, les paysans ne suivent pas une formation qui apprenne à conserver et à transformer leur production, ainsi qu'à la commercialiser en ciblant les centres urbains* ».

Au grand dam du paysan, des centres de formation agricole ou collèges agricoles n'existent pas également. Il n'y a pas, en effet, un nombre suffisant d'écoles de formation professionnelle qui permettent de professionnaliser une nouvelle génération de petits cultivateurs et de former des agents de vulgarisation et des experts techniques en agriculture. Et lorsqu'on retrouve certains agents de vulgarisation ou « *agronomes* » des services étatiques, ils sont si âgés et moins outillés par rapport aux nouvelles exigences du métier tant la technologie a évolué qu'il leur faut aussi un recyclage permanent par exemple, sur les techniques de prélèvement des données météorologiques ou climatiques, les techniques des traitements et autres similaires.

Pour répondre à ce grand besoin et pour assurer un accompagnement adapté et de proximité, le CEFADES a adopté *la stratégie de former des moniteurs agricoles* en vue d'amener les paysans à mieux penser leurs activités, définir des projets professionnels, exprimer leurs besoins de services et assurer le développement de ces services au sein des organisations paysannes. Ce sont des techniciens de terrain qui devront maîtriser les principes agricoles généraux en vue d'accompagner leurs pairs au sein des groupements paysans. Ce sont, en d'autres termes, pour le cas précis, des délégués techniques agricoles, membres des groupements, qui sont choisis pour suivre plus particulièrement certains aspects techniques qui intéressent le village et pour être correspondants permanents des

animateurs d'axe intervenant sur ce sujet surtout dans le domaine de l'agriculture. Ils sont donc correspondants de l'animateur de terrain.

À titre d'exemple, parmi les quelques tâches attendues de ces moniteurs agricoles, figure le fait de tenir informé l'agent de développement (ou animateur de l'axe) de la situation agricole dans le village (cultures : nature et superficie, méthodes culturales, équipement, calendrier agricole, intrants, résultats obtenus (rendement), point de vue des paysans...). Également, ils doivent se tenir à la disposition des villageois pour leur communiquer des informations pratiques dont ils disposent sur le plan des techniques agricoles (calendrier à respecter, variétés, doses, nature des produits etc.). Toutefois, ces délégués techniques ne jouent pleinement le rôle qui leur est dévolu que s'ils sont formés dans ce but. Il s'agit d'un objectif à moyen et à long terme qui implique les cycles de formation adaptée et un suivi sur le terrain.

Pour répondre à ces conditions primordiales de la formation des moniteurs ou délégués agricoles, la première vague a été presque comme une formation classique. Cette méthodologie a été corrigée en l'assimilant à une formation d'agriculteurs pilotes au niveau de différents villages d'intervention. Au plan matériel, ce sont de sessions de 2 ou 3 jours, périodiques (mensuelles par exemple) et réunissant les délégués techniques d'une même zone géographique. Au plan des méthodes, le formateur commence toujours par faire réfléchir les villageois sur leur propre expérience acquise dans le village, à travers ce qui s'y voit et ce qui s'y fait. Il les questionne donc sur les pratiques dans le village, leurs raisons, leurs origines : tradition, facilité de travail, observation, connaissance ou croyance des gens. En effet, une excellente méthode consiste à confronter les pratiques villageoises entre elles et à faire ressortir la relation qui peut exister entre les techniques et les résultats obtenus, financiers ou autres. Au plan des contenus, la formation, elle-même, porte à la fois sur des aspects très pratiques : le délégué technique agricole doit être capable de mettre lui-même en application les méthodes de culture dans sa propre parcelle. Quant aux aspects théoriques, il doit être capable de comprendre les phénomènes mis en jeu (ce qui se passe dans le sol et dans la plante) et pourquoi certaines techniques sont meilleures que d'autres, dans certaines conditions. Les expériences de terrain du CEFADES ont démontré que les aspects théoriques ne doivent pas être négligés car les paysans sont généralement avides de comprendre ce qu'ils voient. Ils ont besoin de savoir pourquoi ils doivent apprendre quelque chose.

En d'autres termes, l'apprentissage doit correspondre à ce qu'ils veulent car ils connaissent presque leurs besoins et sont toujours heureux de partager leurs expériences. Si on les interroge, ils ont presque toujours à donner une interprétation personnelle des phénomènes qu'ils observent. Si elles sont différentes, ces interprétations sont discutées et confrontées... Puis le formateur s'efforce de montrer comment le point de vue scientifique vient compléter et renforcer ces

interprétations traditionnelles. Au niveau méthodologique donc, cet apprentissage doit s'appuyer sur l'andragogie ou pédagogie des adultes. Par cette méthode, il faut capitaliser certains principes selon lesquels le paysan a besoin de savoir où il va pour assimiler. En d'autres termes, le sujet doit être introduit, les objectifs pédagogiques rigoureusement annoncés, en mettant en avant le lien logique entre les différentes phases de la formation. Également, il a besoin de comprendre les raisons de la formation pour être motivé : les actions doivent être justifiées et acceptées par les apprenants. Enfin, il a besoin de s'appuyer sur son expérience pour se retrouver : la connaissance doit sembler surgir des connaissances passées, être une adaptation de ce qui est déjà connu ; l'enseignement doit être interactif.

Les formations d' « agriculteurs pilotes » se font au niveau des champs écoles du CEFADES : à Manga (axe montagne), à Irango (axe plaine) et au niveau du centre à Butembo (axe plateau). Elles se font via la participation directe des agriculteurs à la mise en place d'essais comparatifs. À ce niveau, les OB qui ne dépendent pas du champ communautaire pour dégager des revenus afin de payer leur cotisation ou pour la multiplication de semences pour les membres souhaitent mettre en place directement les essais comparatifs sur leurs champs communautaires.

Au cours de cette formation, la définition, le suivi et l'analyse commune des résultats obtenus permettent de soulever des questions de fond et de discuter les différentes techniques. De cette façon, la méthode consiste à valoriser les connaissances et les expériences des paysans par leur participation active. Il s'agit de se connecter aux réalités de terrain par l'implication des professionnels paysans et par des travaux pratiques dans les champs écoles ou communautaires. Pour le CEFADES, la méthodologie des champs écoles est une méthodologie de formation et de vulgarisation dans laquelle les champs sont les premières ressources andragogiques. C'est dans les champs que les agriculteurs apprennent à partir des faits observés. Cette méthodologie de formation est aussi appelée « *champs écoles des producteurs, champs écoles des agriculteurs, champs écoles paysans, champs écoles paysannes, école paysanne suivant le milieu mais tous gardent l'appellation champ école* » pour illustrer la volonté et les objectifs visés par les initiateurs de la gestion intégrée et les agents de vulgarisation.

Pour l'encadrement et l'accompagnement technique des agro-éleveurs, le CEFADES utilise prioritairement l'approche Champ École Paysan (CEP). Les méthodes des CEP sont basées sur l'apprentissage par l'expérience, centrées sur l'apprenant et basées sur les principes de l'éducation non formelle des adultes. Excellente approche d'apprentissage participatif sur le terrain, les formations dans les CEP mettent l'accent sur l'observation, la discussion, l'analyse, la prise de décision collective, la présentation et la mise en œuvre d'actions collectives et individuelles appropriées. Efficace et plus pratique, cette approche permet aux agro-éleveurs sélectionnés dans le projet de valider et d'adapter certaines

technologies au contexte local en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et la génération de revenus et à donner aux paysans les moyens de trouver des solutions à leurs problèmes.

« École sans murs » (MINISTÈRE AGRICULTURE –NIGER-, 2014 : 12), les formations dans les CEP ne doivent pas regrouper plus de 20 agro-éleveurs. C'est ainsi que CEFADES planifiait de manière générale un nombre total ne dépassant pas plus de 15 participants par CEP. La période privilégiée est celle de la saison culturale. Ainsi, dans ses interventions, les animateurs de terrain rassemblaient régulièrement les producteurs soit par semaine soit par intervalle de temps choisi par les producteurs pour apprendre les techniques liées au suivi d'une culture appropriée. Les différentes formations sur les CEP étaient orientées vers les différents problèmes identifiés par les agro-éleveurs. Toutefois ces activités n'étaient déterminées qu'à base d'un diagnostic organisationnel préalablement organisé relatif aux activités agricoles des OP. Pour bien organiser ces formations en CEP, CEFADES capacitait également ses animateurs sur les itinéraires techniques liées aux différentes cultures et/ou cycle d'élevages choisis par les agro-éleveurs.

Pour faciliter la mise au point des innovations agro-écologiques adaptées aux besoins des producteurs, les formations en CEP permettent aussi d'aboutir à des échanges d'expériences entre divers CEP. Les diverses recommandations et expériences acquises dans ces échanges permettent de faire face aux aléas climatiques et accidents de culture et sont un précurseur des relations entre OP pour mener une recherche-action en partenariat et favoriser ainsi la mise en place des Unions des OP voire des coopératives.

Le champ école constitue ainsi un outil de développement participatif qui est basé non seulement sur la formation des producteurs, mais plutôt sur le renforcement des capacités à prendre des décisions par rapport à la gestion intégrée de leurs champs dans les conditions agro-écologiques et socio-économiques qui sont les leurs, en utilisant des techniques d'apprentissage développées par l'éducation non formelle des adultes. En d'autres termes, la formation au niveau des champs écoles respecte les principes d'andragogie pour mieux valoriser le savoir et le savoir-faire et le savoir-être des paysans apprenants.

Nous pouvons illustrer ces propos par quelques formations pratiques au cours de l'année 2011. C'est le contenu du tableau subséquent.

Tableau 2 : Synthèse des essais menés dans le cadre de la formation des agriculteurs pilotes (Rapports d'activités du CEFADES)

Sites	Cultures	Thèmes	Objectifs
		Essai comparatif de deux fongicides pour lutter contre le mildiou (de décembre 2010 à avril 2011)	Détecter le fongicide le plus efficace et le plus économique (susceptible d'accroître la marge brute)
Manga	Pomme de terre (Variété Cruza)	Comparaison de deux densités culturales (de janvier à mai 2011)	Mettre en évidence la densité donnant le meilleur rendement
		Comparaison de trois densités de semi (d'octobre 2011 à février 2012)	Poursuivre l'identification de la densité donnant le meilleur rendement
	Haricot associé au maïs	Comparaison de deux types d'association du haricot nain 'Kablangiti et du maïs jaune 'Ndihira' (d'avril à octobre 2011)	Identifier la meilleure association du haricot avec le maïs, deux spéculations de base fortement appréciées par les agriculteurs.
Irango	Haricot (pigeon jaune)	Impact de la fréquence du sarclage du haricot (de novembre 2010 à février 2011)	Montrer la nécessité d'entretenir la culture de haricot par le sarclage afin d'augmenter le rendement
		Comparaison de la production de haricot issu de 3 techniques de conservation des semences	Identifier la technique la plus efficace pour conserver longtemps la semence
	Soja (Mwezimbili) associé au cacao	Essai de paillage du soja	Analyser l'impact de la technique de paillage sur la fréquence de sarclage
Luhitsa à Bbo	Haricot volubile G59/1-2	Comparaison de quatre densités de semi (essai installé en Novembre)	Identifier la variété donnant le meilleur rendement
Munoli	Soja (8 ^{ème} merveille)	Essai de densité de semi et d'adaptation (Août à novembre)	Introduction d'une nouvelle variété pour une éventuelle association avec le tournesol
Mukene	Haricot	Essai de substitution des tuteurs en bois par des cordes tissées à partir de lanières de bananier, de pétioles des feuilles de bananier et de ficelle nilo de magasin	Diminution des coûts de production

Dans cette même logique, le CEFADES se caractérise par des activités de formation par l'accompagnement dans l'action sur les champs ou pépinières communautaires et, dans une moindre mesure, sur les champs individuels des

membres. Plusieurs thèmes (plus d'une trentaine) sont souvent abordés et peuvent être regroupés suivant 5 axes : Agriculture générale, Conduite des cultures, Gestion de la fertilité des sols, Protection des cultures et Outils de suivi technico-économiques. Le travail d'accompagnement des OB conduit ainsi à une hausse significative de l'implication des producteurs aux formations sur le terrain. Certes, ce sont les producteurs intéressés et précurseurs dans l'adoption d'innovation technique ou dans la réflexion sur leurs pratiques culturelles qui sont les principaux participants.

Cette approche est renforcée par *les visites d'échanges d'expérience entre les membres des OB*. Ces visites permettent d'améliorer les connaissances et les pratiques des visiteurs et de leur organisation, et à intégrer les acquis des visites dans leurs activités quotidiennes. Elles consistent souvent à organiser une rencontre entre d'une part, un groupe de membres d'une OB (15 personnes maximum) et d'autre part, une autre OB d'accueil, dans le but d'échanger et de découvrir de nouveaux points de vue et manières de faire sur une thématique spécifique. Dans une logique de renforcement des capacités, les voyages d'échange ont une portée significative pour les producteurs dans la mesure où ils permettent un apprentissage à plusieurs niveaux : théorique, pratique, comportemental...

Dans la formation des adultes, les visites d'échanges constituent des moments importants de remise en cause de ses connaissances ou de ses pratiques. Il s'agit d'un cas concret d'apprentissage par l'observation, par l'expérience et les réalisations de ses pairs. En effet, lorsque le paysan compare objectivement le niveau de réalisation de ses collègues dans l'action, il a le temps de se poser la question sur ses obstacles et les manières d'y faire face. Il est important que ces visites s'organisent dans les régions ayant les mêmes atouts et caractéristiques agro-écologiques.

Une bonne méthodologie de formation des adultes paysans veut que les actions guident nécessairement la formation et non l'inverse. Le paysan, comme tout adulte, tient à développer des connaissances, des aptitudes et des attitudes proches de ses responsabilités et de ses activités.

C'est pourquoi la formation des paysans « doit répondre principalement aux impératifs d'une tâche à accomplir ou d'un travail à faire qui, en termes de besoins concrets, génère des demandes précises de formation. Ces demandes se caractérisent par un souci d'actualisation des connaissances et par la recherche d'un niveau optimal de maîtrise des capacités d'agir concrètement » (Violaine Page-Lamarche, 2004 : 18).

En d'autres termes, s'il faut définir quelques orientations dont devrait tenir compte une formation paysanne, l'objectif étant de donner au paysan les moyens de son autonomie. Le paysan souhaite une formation au plus près de ses réalités. La formation doit se faire dans le milieu, au plus près des activités, en respectant les rythmes des travaux. Une bonne formation doit privilégier les échanges

d'expériences, les visites d'échange, les formations par la pratique plutôt que par le cours magistral. En exerçant des responsabilités, en faisant des essais, en observant les résultats, on est déjà dans la formation. Également, dans ses relations avec les différentes structures d'appui, le paysan veut aussi rester maître de son programme de formation. Les contenus, les méthodes, les dispositifs, les financements doivent être négociés.

Cette *approche « formation » et « accompagnement »* des OB et des producteurs en général dans la zone d'intervention du CEFADES a été largement discutée et révisée. Elle consiste maintenant à *soutenir les groupements dans leurs projets*, ce qui est relativement nouveau comme méthode de soutien aux organisations paysannes. Auparavant la vision qui prévalait positionnait les organisations comme un moyen de faire passer un message technique ou de réaliser des actions concrètes. Il s'agit maintenant de considérer l'organisation des producteurs comme un moyen pour résoudre des problèmes communs. Car l'accompagnement des agriculteurs commence par l'analyse des problèmes rencontrés et la réflexion sur les solutions possibles. L'appui aux groupements se base ainsi sur l'identification des problèmes rencontrés par les agriculteurs et un accompagnement spécifique, adapté et adaptable en fonction des résultats obtenus et de l'avancée des réflexions menées avec le groupement. Ceci est une nouveauté au niveau du CEFADES mais également pour les membres des groupements. De fait, l'accompagnement sous forme de dons de semences ou de petits matériels n'est plus « systématique » mais n'intervient que si les dons en question s'inscrivent effectivement dans un projet commun soutenu par les groupements.

Dans cette approche, face aux organisations paysannes, CEFADES ne peut être considéré comme un bailleur des fonds pour financer leurs activités mais comme un conseiller prêt à partager son expérience pour déboucher sur les actions à entreprendre avec les paysans. Les premières années d'accompagnement des paysans ont failli sombrer en fait dans cette vision des choses, période à laquelle on a assisté à une croissance « artificielle » des membres des groupements paysans, croissance liée à l'octroi des semences, des outils aratoires, des outils de transformation des produits agricoles, des crédits en nature et en espèces... Cette approche ne permet pas de considérer l'agriculteur comme responsable de son activité alors que la démarche de responsabilisation consiste à fonder l'action sur l'émergence d'une prise en charge de ses problèmes.

Ainsi, les résultats attendus devraient être, d'une part, *le respect de la responsabilité de l'agriculteur en tant que sujet et acteur de l'action* et, d'autre part, *la confiance dans sa capacité à entrer dans un processus d'analyse de ses problèmes et de réflexion sur les solutions à apporter*. Pour ce faire, le CEFADES a parmi ses missions de renforcer les organisations paysannes dans leurs capacités à participer directement et s'articuler dans des conditions qui leur sont plus favorables, aux marchés conventionnels et se positionner sur des marchés

alternatifs, parfois plus adaptés aux spécificités des agricultures paysannes, en s'appuyant sur le renforcement des capacités techniques des familles paysannes et de leurs organisations pour une production de qualité.

Le CEFADES s'est constitué autour de l'appui à la production agricole avec tous ses corollaires comme la réhabilitation agricole, la sécurité alimentaire, la formation professionnelle agricole, l'appui à la structuration du monde rural... Après une phase d'encadrement de producteurs individuels (encadrement via le conseil technique, la diffusion de matériel végétal et géniteur dit améliorés, etc.), le CEFADES s'est rapidement tourné vers l'appui aux groupements de producteurs. Cette orientation répond à deux besoins : (i) pour le CEFADES, elle permet de cibler plus précisément les personnes avec qui travailler et de les accompagner dans la durée ; (ii) pour les producteurs, un besoin de s'organiser pour répondre efficacement à des problématiques et des objectifs communs.

L'organisation des producteurs en structure pré-coopératives apparait donc rapidement comme un moyen de faire face à un certain nombre de besoins des producteurs. Ces besoins peuvent être en court, moyen ou long terme et vont concerner les intrants agricoles ou l'emboche, le stockage et la transformation, les activités de production agricole, les équipements agricoles jusqu'à l'acquisition du foncier et des équipements lourds... Pour y faire face, le CEFADES se focalise surtout sur les besoins en très court terme relatifs à l'accès aux intrants agricoles tel que cela est explicité un peu plus haut. Il s'agit principalement des semences de qualité, des outils aratoires, des produits phytosanitaires.

L'appui à la transformation, au stockage et à la commercialisation des produits agricoles est venu dans un second temps, après une première phase d'appui à la production via la vulgarisation agricole et le conseil technique. Elle s'est matérialisée par l'appui aux groupements agricoles dans : (i) la constitution d'unités de transformation des produits agricoles : matériel de décorticage (café, riz), matériel de pressage (huile de palme), minoterie artisanale (moulins hydromécaniques et électriques), matériel de concassage (noix de palme)... ; (ii) la construction d'entrepôts de stockage et dépôts pour la commercialisation : entrepôts de Kasima, Masereka et Bingo, Magheria, Vuyinga, le dépôt de vente à Butembo...

La production agricole implique également en amont comme en aval d'autres aspects capitaux liés à l'accès aux lieux de production mais aussi à l'écoulement des produits agricoles. De cette façon, il est une véritable gaguère de prétendre répondre aux besoins des producteurs agricoles en leur octroyant des intrants agricoles, des outils de transformation sans répondre à ce besoin qui est aussi inhérent à la production agricole. C'est dans cette optique que le CEFADES assure aussi des formations et l'accompagnement des producteurs dans le cadre de la réhabilitation d'infrastructures rurales et principalement les pistes et routes de dessertes agricoles : formation de cantonniers, appui technique et financier à la

réhabilitation de routes et pistes (exemple de Munoli, Vusa, Irango), la réhabilitation des ponts...

2.4. Une approche concrétisée par des innovations en milieu rural avec les paysans

La spécificité du CEFADES dans son processus d'accompagnement des OP est d'amener celles-ci à découvrir les merveilles naturelles existant dans leur milieu et pouvant répondre directement à leurs besoins. Cette pratique est expérimentée à travers *certaines innovations en milieu rural portées par les animateurs du CEFADES en collaboration avec les paysans*. Ces innovations ont eu comme avantages économiques auprès des producteurs de réduire les coûts de production pour certains ou d'atteindre des marchés aux marges bénéficiaires plus élevées pour d'autres.

Cela s'énonce bien du fait que, de manière générale, *« l'innovation se définit comme une nouvelle manière de résoudre un problème ou de saisir / valoriser une opportunité qui se présente. Pour les OP, elle réside ici en toute mesure ou action qui favorise soit la mise en place de nouvelles pratiques de production (au niveau stockage, conservation ou transformation), soit le développement de nouveaux produits / l'amélioration des produits existants soit la création de nouveaux services qui donnent une plus grande valeur au produit initial »*. (Frans van Hoof, 2011 : 9)

En milieu rural, les problèmes sont nombreux et peuvent provenir de contraintes climatiques, d'un manque de terre, de difficultés à conserver ou à commercialiser les produits agricoles, à s'approvisionner en intrants ou à accéder aux crédits, de conflits sur l'utilisation des ressources naturelles... La majorité des innovations présentées sont bien des réponses à des problèmes (Grain de sel, 2004 : 14). Ainsi, plusieurs innovations ont été mises en place et d'autres sont toujours en essai. Elles ont comme objectif de contribuer à la transformation de l'agriculture familiale pour augmenter la production et la productivité et satisfaire les besoins des populations. En effet, *« l'innovation agricole est essentielle pour répondre à ce défi de l'agriculture et constitue la base d'une amélioration de l'efficacité, de la productivité et de la création de la valeur ajoutée dans l'agriculture »*. (Jean Sibiri Zoundi, Léonidas Hitimana, Karim Hussein, 2005,18)

D'après l'économiste Joseph Schumpeter, cinq types d'innovation peuvent être énumérées dont *« la fabrication d'un bien nouveau, (...) introduction d'une méthode de production nouvelle, (...) ouverture d'un débouché nouveau, (...) conquête d'une source nouvelle de matières premières ou de produits semi-ouvrés (...), réalisation d'une nouvelle organisation comme la création d'une situation de monopole »* (J. Schumpeter, 1935 : 95 cité par Claude Parthenay, 2008 : 165). Dans le cadre précis de cet article, les différentes innovations s'inscrivent dans l'une ou

l'autre type mais il s'agit surtout des essais d'introduction de méthode de production nouvelle. À titre illustratif, à l'actif du CEFADES peut être reconnue l'innovation liée au *tuteurage du haricot volubile par la substitution des tuteurs en bois par des cordes tissées à partir de lanières de bananier, de pétioles des feuilles de bananier et de ficelle nylon de magasin*. Cette pratique a pallié la carence des bois de tuteurage dont le coût est très élevé dans le milieu et a aussi comme objectif de réduire le coût de production. Elle a eu comme résultat d'augmenter le rendement à la production en améliorant la marge brute à l'unité de surface. Les résultats obtenus pour les différents essais pendant les différentes saisons culturales sont disponibles au CEFADES.

Une autre innovation concerne la *fabrication de l'engrais liquides* suivant un mode opératoire expliqué dans le prospectus de formation disponible au CEFADES. Cette technique a pour but la recherche à la fois de l'effet fertilisant et de l'effet pesticide, bénéfiques pour les cultures du jardin. Le matériel végétal utilisé est composite et est constitué de plusieurs spécimens de plantes entre autres : *Nicotiana tabacum, Leucaenaleucocephala, Tetradeniariparia, Cassia spectabilis, Tithoniadiversifolia, Acassiadecurens*. La dose d'un litre de compost est mélangée dans 5 litres d'eau avant pulvérisation. Le produit peut se conserver pendant un mois au maximum après sa préparation. Dépasser ce délai, l'engrais perd ses qualités intrinsèques.

Sans trop revenir à toutes les innovations, d'autres sont relatives à la *macropropagation du bananier ou multiplication végétative rapide* qui est un autre moyen rentable pouvant se faire localement. Elle offre une chance de produire les rejets sains de bananier dans des conditions bien contrôlées, un des aspects importants dans la prévention du wilt du bananier.

L'objectif poursuivi dans la mise en place des innovations techniques locales est de rapprocher la technologie scientifique auprès des paysans afin de réaliser la vision d'une « *université pour le village* » eu égard au coût très élevé auquel le paysan ne saurait faire face. Toutefois, il faut retenir que le développement d'une innovation paysanne demande d'abord que celle-ci soit appropriée, c'est-à-dire qu'elle présente les qualités suivantes : être adaptée au contexte économique, social, culturel ou agro-écologique ; être pertinente (apporter un service qui présente un réel intérêt pour les paysans) ; être acceptable (socialement) et être accessible (financièrement). Une bonne innovation agricole en faveur des paysans devra exiger moins des moyens financiers.

Dans ce point, l'attention a été portée vers les innovations agricoles. Il faut également reconnaître qu'au niveau du CEFADES dans l'accompagnement de l'UNITU, les innovations ont intégré aussi des aspects organisationnels, institutionnels ou même matériels. Ainsi, l'approche d'accompagnement en est une illustration de même que les mécanismes de gestion organisationnelle des OB, de

mobilisation des fonds et /ou participation au financement des projets à travers la stratégie des « petits projets » communautaires de développement.

Conclusion

De l'étude qui s'achève, écrite en hommage de l'Abbé MalumaluMuholongu pour pérenniser ses intuitions comme un acteur de développement, on peut retenir que les méthodes d'accompagnement des groupements paysans sont multiformes et peuvent prendre plusieurs aspects. Loin d'être une évaluation des interventions de CEFADES, l'effort a consisté à les capitaliser pour les rendre utilisables par d'autres acteurs. « *Le processus de capitalisation consiste à identifier, analyser, expliciter et modéliser de façon systématique le savoir acquis lors d'une expérience de projet ou de programme, pour que d'autres puissent se l'approprier, l'utiliser, l'adapter, et ne reproduisent pas les mêmes erreurs* ». (Michael Guy et Julie de Lamarzelle, 2014 : 10). Au-delà des approches mises en œuvre par le CEFADES pour accompagner les producteurs agricoles, il y a lieu de retenir que toutes ont comme finalité ultime la professionnalisation et l'autonomisation du monde paysan. Cette autonomisation n'est possible que si l'OP est structurée autour d'une activité commune. Cette activité, pour le CEFADES, doit être agricole dans la mesure où l'agriculture figure parmi les métiers qui permettent de stabiliser les personnes et essentiellement les paysans. L'objectif ultime recherché reste la professionnalisation ou mieux l'autonomisation du monde rural et paysan. Fort de la conviction que « *nous sommes tous des enfants de paysans* » (Gleizes, 2010 : 106), la professionnalisation des paysans suppose aussi une organisation soutenue des producteurs à travers la recherche d'une plus grande responsabilisation des paysans. Celle-ci se traduit par le transfert des principales fonctions d'appui à la production aux organisations paysannes, militant en faveur de « *...la conviction selon laquelle il ne peut y avoir de développement durable sans participation structurée et active des paysans...* » (Proud'homme J-P, 1995). Cette démarche de « *professionnalisation* », utilisée pour orienter les actions d'appui au secteur agricole implique la valorisation du métier d'agriculteur et de l'agriculture paysanne. En effet, il est vrai que les produits agricoles possèdent plusieurs atouts. Ils interviennent dans des usages énergétiques, vestimentaires ou sont tournés vers diverses industries. Mais ils ont d'abord pour fonction principale de nourrir les hommes, reconstituer quotidiennement leurs forces, les maintenir en bonne santé pour qu'ils s'impliquent activement dans d'autres secteurs de l'activité humaine.

Dans la démarche mise en œuvre, l'attention est portée comme cela apparaît clairement à l'acteur-clé, l'agriculteur. En paraphrasant les idées du professeur Malumalu Muholongu, il s'agit de nous reconnaître d'abord comme agriculteurs et

fils d'agriculteur pour bien accompagner l'agriculteur. Car, disait-il, en homme épris de développement :

« C'est lorsque vous vous approchez du paysan dans son village que vous connaîtrez le village et ses réalités et que vos projets sont alors réalistes. Car, comment voudriez-vous animer les agriculteurs sans faire l'agriculture vous-même ?... Cultivons d'abord nos champs ».

Lorsqu'il prononçait ces phrases, il n'était pas prévisible qu'elles seraient publiées un jour. Mais aujourd'hui, l'essentiel est de découvrir à sa suite, l'importance aussi capitale du secteur agricole dans la programmation des activités de développement. En effet, si certains penseurs continuent à qualifier le métier de l'agriculteur comme « un métier digne d'esclave » ou « une punition pour les élèves indisciplinés à l'école »¹⁰, il s'agit d'une diversion du langage pour ne pas lui rétribuer sa place dans le processus de production des richesses. Il n'est certes pas question de reprendre les pensées des physiocrates. L'agriculture ne devrait pas être considérée comme un secteur ancien, suranné. Cette considération relève certainement de l'histoire économique qui distingue le secteur primaire constitué par l'agriculture, le secteur secondaire de l'industriel, le tertiaire des services marchands et le quaternaire de nouvelles technologies de l'information et de la communication. Si au début, ou qui dirait mieux, au commencement était l'agriculture, il faut alors reconnaître qu'elle est au début ou au commencement de tout. Ainsi, il ne s'agit pas d'un secteur « primaire », mais au contraire un secteur « en amont » de tous les autres secteurs qui leur fournit les matières premières et les sources d'énergie nécessaire à toute activité de production. L'agriculture est non pas un secteur « primaire » mais un secteur « premier ». Ce qui confirme la prééminence de « l'agriculture, priorité des priorités » longtemps soutenue par les physiocrates. À ce niveau, il y a lieu d'ailleurs de considérer l'agriculture comme la plus grande des industries lourdes dont les besoins en capitaux nécessaires sont très importants pour couvrir ses différents coûts d'investissement relatifs à l'acquisition des terrains d'exploitation, de différents bâtiments, des matériels et des intrants.

Le métier de l'agriculteur, écrit Moïsi dans le livre de Gleizes cité ci-haut (Gleizes, 2010 : 34), n'est pas seulement en train de redevenir un métier d'avenir. C'est une activité de services, noble, indispensable non seulement à l'équilibre de la nation mais encore à celui de la planète. Ainsi, l'existence des organisations

¹⁰ Dans plusieurs écoles, surtout en milieu rural et péri-urbain, les élèves fautifs travaillent les champs scolaires ou les champs des enseignants en guise de punition. Ce qui crée une sorte d'aversion envers le métier de l'agriculture pour la jeunesse qu'elle grandit avec une idée en tête que l'agriculture est une punition ou alors une corvée digne d'un esclave comme le disaient les romains dans l'antiquité.

devrait œuvrer à redorer le blason et à démontrer la volonté et la capacité des agriculteurs à se mobiliser et à œuvrer pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Partant, reconnaît Jean-Paul Betbèze, les défis de l'agriculture ne cessent de croître (a) quantitativement, avec une population en augmentation, (b) qualitativement, avec des demandes plus complexes de calibrage, régularité et santé, sans compter des demandes assurancielles (...), (c) économiquement, avec une pression croissante sur les coûts et les marges, (d) socialement, avec des responsabilités plus fortes que la gestion des territoires, mais aussi le soutien à des agricultures des pays émergents (Gleizes, 2010 : 120-121).

Cette action ne peut se concrétiser qu'à travers des organisations solides, émergentes et autonomes. Cette autonomie et/ou autonomisation est acquise du moment que ces organisations peuvent être reconnues formellement en jouissant des renforcements des capacités en formation et information agricole mais aussi sur la structuration des OP. Elles ne seront autonomes que si elles organisent leurs activités autour des préoccupations réelles du paysan. C'est dans cette perspective que pour AVSF (Romain Valleur, 2014 : 5), le renforcement des organisations des producteurs agricoles doit s'appuyer sur quatre axes d'interventions : *renforcer les capacités techniques* des familles paysannes et de leurs organisations pour une production plus importante et de plus haute qualité ; *renforcer l'autonomie* des familles paysannes par la diversification des activités agricoles et d'élevage et le développement de pratiques agro-écologiques ainsi qu'une plus grande valorisation de ces productions et pratiques ; *favoriser le développement d'organisations de producteurs autonomes, dotées d'une forte capacité de négociation et gestion* pour la commercialisation sur les marchés conventionnels, et sur des marchés alternatifs qui offrent des prix plus stables et rémunérateurs que les marchés conventionnels ; *consolider des réseaux d'organisations de producteurs* pour la reconnaissance de l'efficacité économique des agricultures paysannes et la mise en place de politiques sectorielles en leur faveur. Et partant, dans sa mission, la principale expérience dont le CEFADES peut se prévaloir, en rapport avec l'autonomisation des groupements paysans, réside dans l'accompagnement d'agriculteurs, la consolidation de leurs organisations et l'animation en agriculture, élevage et transformation de produits agricoles par la grande stratégie de « formation action ».

Références bibliographiques

- ACHANCHO, Valentine, *Le rôle des organisations paysannes dans la professionnalisation de l'agriculture en Afrique subsaharienne : le cas du Cameroun*, thèse, L'Institut des Sciences et Industries du Vivant et de l'Environnement (AgroParisTech), 2012, 416p.
- AMOUKOU, I. et WAUTELET, J.-M. (sous la dir. de), *Croisement des savoirs villageois et universitaires. Enjeux pour le développement*, UCL, 2007, 294 p.

- BA Faly, Awa, *Du terrain au partage : manuel pour la capitalisation des expériences*, IED AFRIQUE et ILEIA, Décembre 2007, 49 p.
- BEAUDOUX, Etienne, *Accompagner les ruraux dans leurs projets*, L'Harmattan, Paris, 2000, 236p.
- CAPUL, Jean-Yves et GARNIER, O., *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Hatier, Paris, 1996.
- COMESA, RDC, UNION AFRICAINE, *RD Congo. Croissance agricole, réduction de la pauvreté et sécurité alimentaire : Performance récente et perspectives*, IFRI& USAID, sd.
- DAOUDA, Diagne et DENIS, Pesche, *Les organisations paysannes et rurales. Des actions du développement en Afrique sub-saharienne*, Paris, Réseau GAO, 1995, 84 p.
- DEFOURNY, Jacques et alii, *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Éditions De Boeck Université, Bruxelles, 1999, 278 p.
- DEVELTERE, Patrick & FONTENEAU, B., *Société civile, ONG, tiers secteur, mouvements social et économie sociale : conception au Nord, pertinence au Sud ? Chaire de recherche en développement des collectivités*, Série Recherches, n° 29, Université du Québec en Outaouais, 2002.
- DHAHER, Najem, « L'université, un outil de développement local ? Le cas de Jendouba en Tunisie », dans *JHEA/RESA* Vol. 10, No. 2, 2012, p. 63–80.
- DUGUE, M-J., PESCHE, D, Le COQ, J-F, *Appuyer les organisations des producteurs*, Éditions Quae, CTA, Presses agronomiques de Gembloux, 2012, 144 p.
- FERT, *Développement en partage. Fert, une histoire, une démarche*, FERT, Paris, 187 p.
- GENARD, Oliver, *La recherche action au service des organisations paysannes et des communautés africaines*, Iles de Paix, 2009, 55 p.
- GLEIZES, Jean-François (dir.), *La fin des paysans n'est pas pour demain*, Éditions de l'Aube et Passion Céréales, 2010, 254 p.
- Grain de sel*, n° 27, juin 2004.
- GUY, Michael et De LAMARZELLE, Julie, *Mener une capitalisation d'expérience. Guide méthodologique*, Handicap International, 2014, 80 p.
- KAKULE MATUMO, Jean-Bosco, *Tiers secteur et développement participatif à Beni Lubero*, RD Congo, Éditions Universitaires Européennes, 2016, 676 p.
- KAMBASU KASULA, Florent, *Analyse des systèmes de financement de l'agriculture dans la région de Beni – Butembo*, mémoire de DEA, UCG – Butembo, 2013 (inédit), 165 p.
- KAMBASU KASULA, Florent, « Du courtage au clientélisme dans le développement : les risques des associations "prêt-à-porter" », dans *Vision sociologique et anthropologique*, Cahiers de l'IREA n° 6, L'Harmattan, Paris, 2016, p. 193 – 217.
- KILANGA MUSINDE, Julien, « Quelle Université pour la RDC, face à la mondialisation et à la circulation des savoirs ? », dans DikangaKazadi, Jean-Marie (dir.), *RD Congo 2006-2011. Ce qui a changé*, L'Harmattan, Paris, 2011, p. 195-216
- LOTHORE, Anne et DELMAS, Patrick, *Accès au marché et commercialisation de produits agricoles. Valorisation d'initiatives de producteurs*, AFD, CTA & Inter-réseaux Développement rural, Paris, 2009, 176 p.
- MADI, Ali, *Analyse des filières de production agricole. Fondements théoriques et démarches méthodologiques*, L'Harmattan, Paris, 2009, 190 p.

- MENDRAS, Henri, *La fin des paysans, innovations et changements dans l'agriculture française*, Paris, SEDEIS, 1967, 364 p.
- MERCIER, Clément, *Participation citoyenne et développement des communautés au Québec : enjeux, défis et conditions d'actualisation*, Rapport réalisé dans le suivi du Séminaire sur la participation citoyenne et le développement des communautés, tenu à l'initiative de la revue Développement social et de l'ARUC-ISDC le 4 avril 2008, Université du Québec en Outaouais, Janvier 2009, 74 p.
- MINISTERE AGRICULTURE (NIGER), *Champs Ecoles Paysans. Guide pratique du facilitateur*, JICA, décembre 2014, 136p.
- NORTON D. R., *Politiques de développement agricole : concepts et expériences*, FAO, Rome, 2005, 637p.
- PAGE-LAMARCHE, Violaine, *Styles d'apprentissage et rendement académique dans les formations en ligne*, Thèse présentée à la Faculté des études supérieures, Université de Montréal, décembre 2004, 302 p.
- PARTHENAY, Claude, *Vers une refondation de la science économique ? Economie et argument transcendantal*, Les éditions du Cerf, Paris, 2008, 370p.
- Pas de pays sans paysans. La voix de Raymond Lacombe*, Préface de Jacques Delors, Éditions du Rouergue, 2005, 443 p
- PROD'HOMME, J.P., *Diversité des organisations rurales en Afrique noire et prémices d'un mouvement paysan*, dans *Économie rurale* n° 228, 1995, p 48-53.
- RDC – MAPE, *Note de politique agricole*, avril 2009, 61 p.
- RDC - MINAGRI et MINIDER, *Stratégie sectorielle de l'agriculture et du développement rural*, Mars 2010, 37 p.
- ROSANVALLON, A., *La gestion des Opérations d'Aide au Développement. Entre critiques et réalisme. Manuel d'acquisition et de renforcement des compétences professionnelles*, L'Harmattan, Paris, 2011.
- SCHUMPETER, Joseph, *Théorie de l'évolution économique : recherche sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture*, 2^e éd. 1926 ; trad. fse Jean-Jacques Anstett, Paris, Dalloz, 1935.
- SIBIRIZOUNDI, Jean, HITIMANA, Léonidas et HUSSEIN, Karim *Économie familiale et innovation agricole en Afrique de l'ouest : vers de nouveaux partenariats. Document de synthèse*, Initiative du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (SCSAO), Mars 2005, 106 p.
- VALLEUR, Romain, *Orientations pour la construction de programmes de renforcement des capacités des organisations de producteurs*, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, Lyon, juin 2014, 29 p.
- Van HOOFF, Frans, *Les organisations paysannes innovent pour se positionner dans les chaînes de valeur agricoles. Recueil des expériences des producteurs des Grands Lacs d'Afrique Centrale*, IFDC, Agriterra, KIT, AFAFO, 2011, 78 p.
- WASWANDI NGOLIKO, Athanase, « Témoignages », dans Centre Catholique International pour l'UNESCO, *La mondialisation et l'Afrique. Dans quelle mesure et sous quelles conditions la mondialisation peut-elle offrir une chance nouvelle aux pays qui n'arrivent pas à s'arracher à la pauvreté*, Colloque organisé par le CCIC, Maison de l'UNESCO, Paris, 2000, p. 61-73.